

SPÉCIAL CONGRÈS

AVRIL 1961

N° 47

PRIX : 0,40 NF.

● Rapport d'orientation

Pages 2 et 3

● Pour le Front Socialiste
(Motion majoritaire)

Pages 6, 7, 8 et 9

● Pour un Socialisme moderne
(Motion minoritaire)

Pages 10 et 11

● Interventions des délégués
étrangers

Pages 2, 11 et 12

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

LE Parti Socialiste Unifié vient de tenir à Clichy, pendant trois jours, son premier Congrès National.

Il y a moins d'un an notre Parti se constituait à Issy-les-Moulineaux. Il s'agissait alors d'un congrès de fusion, sanctionnant, après les débats qui avaient eu lieu entre militants de chacune d'entre elles, la décision de réunir trois organisations : « Tribune du Communisme », « Union de la Gauche Socialiste », « Parti Socialiste Autonome ». A ceux qui appartenaient déjà à l'une ou l'autre, sont venus se joindre, depuis, de nouveaux

NOTRE satisfaction ne nous empêche nullement de voir avec une totale lucidité les défauts et les faiblesses de notre organisation. Nous savons parfaitement que notre Parti, s'il a surmonté les obstacles qu'il devait naturellement trouver sur sa route en raison de ses origines, n'a pas terminé sa crise de croissance. Pourquoi le cacherions-nous ? L'amalgame des trois organisations de base n'est pas aussi complètement réalisé que nous le souhaitons. Notre organisation, nos moyens d'action sont encore très insuffisants. Mais comment pourrait-il en être autrement,



(Jean Marquis.)

adhérents d'origines très diverses, des hommes qui n'avaient jamais été membres d'aucun parti, d'autres que les déceptions avaient conduit pour un temps à abandonner l'action militante, des syndicalistes qui s'étaient tenus jusqu'ici en dehors de toute organisation politique, enfin beaucoup de jeunes, surtout des jeunes.

Comment le P.S.U., au cours de ces quelques mois, allait-il évoluer ? Quel visage allait-il se donner exactement ? Parviendrait-il à réaliser l'amalgame de tous les éléments qui le composaient ? Telles étaient les questions qui, à travers les débats politiques, se trouvaient posées pour l'opinion en France et à l'étranger, à la veille de ce premier Congrès.

C'est déjà un premier signe du succès de notre entreprise que les débats de Clichy aient été suivis avec attention par toute la presse française. Le P.S.U., c'est un fait maintenant acquis, s'est imposé comme force politique dans la France d'aujourd'hui. Ce résultat était déjà inscrit dans la réalité par l'action de tous nos militants, par les initiatives qu'en de très nombreuses occasions ils avaient été amenés à prendre : le Congrès et l'intérêt qu'il a suscité (même si cet intérêt s'est exprimé parfois par des commentaires-critiques) consacrent ce succès et réduisent à néant les prédictions de ceux qui annonçaient notre échec ou simulaient l'indifférence.

après une si courte période pendant laquelle presque toute l'énergie des militants a été accaparée par la lutte contre la guerre d'Algérie et pour la négociation avec le G.P.R.A. ?

Et cependant — on le constatera à la lecture de la résolution adoptée — le P.S.U. vient de se donner une orientation et un programme d'action qui montrent clairement qu'il n'entend pas être seulement, comme certains l'ont affirmé, le Parti de la Paix en Algérie et de l'opposition au régime gaulliste, comme s'il était condamné à n'avoir qu'un rôle épisodique. Son ambition est beaucoup plus haute : il doit se développer pour constituer la seule organisation capable de mobiliser toutes les énergies aujourd'hui dispersées, mais disponibles pour préparer la victoire du socialisme. Il doit mettre fin à la paralysie qui, depuis longtemps, frappe dans notre pays le mouvement socialiste par la faute du sectarisme, de la sclérose et des divisions des partis traditionnels.

Telle est, en effet, la mission du P.S.U. Notre Parti a déjà fait naître l'espérance, en France et aussi à l'étranger, que nous serions dignes de cette tâche. Nos militants, quelles que puissent être leurs divergences, sont animés d'une commune volonté de répondre à cette attente.

1^{er} CONGRÈS NATIONAL 24-25-26 MARS 1961

L'INTERVENTION DES DÉLÉGUÉS ÉTRANGERS

L'ALLEMAGNE :

SCHALKENBRAND (Etudiants Socialistes)

Au nom de ses camarades étudiants socialistes allemands, l'orateur exprime sa solidarité avec le P.S.U.

Son organisation est la seule qui s'aligne sur les positions du mouvement ouvrier allemand, comme il aurait fallu que ce soit en 1933. Il croit que « l'analyse marxiste seule peut amener le triomphe de la raison ». Il dit qu'il est solidaire du peuple algérien en lutte pour son indépendance et que, malgré la pression de son gouvernement, son organisation apporte une aide concrète aux jeunes Français qui refusent de participer à cette guerre. Les E.S.A. ne transigeront pas sur ce principe. (Allem. de l'Ouest.)

ISRAËL :

M. ZOUR (Aghout Avoda)

Apporte le salut fraternel des « Kibboutzim » de son parti, et évoque les kibboutz qu'il décrit comme des « noyaux de vie d'un socialisme nouveau ».

Son parti a suivi avec sympathie le combat du P.S.U. pour la paix avec l'Algérie. Il salue en particulier les peuples arabes qui ont accédé à l'indépendance. Il insiste sur la nécessité de la paix entre Arabes et Israéliens, « une paix juste et fraternelle ».

C'est pourquoi les socialistes de l'Aghout Avoda souhaitent la naissance d'une nouvelle internationale « qui ne soit pas une trahison, une Internationale qui

LE MAROC :

M. HAJBI (Union Marocaine du Travail)

CHERS camarades, c'est au nom des travailleurs marocains que je viens apporter un salut fraternel à votre Congrès et que je viens aussi lui souhaiter la pleine réussite de ses travaux et l'aboutissement de ses objectifs. Soyez certains, camarades, que les objectifs du P.S.U. sont les objectifs de tout Français épris de liberté, de démocratie et de lutte pour l'aboutissement de la justice sociale. Ce sont aussi les objectifs des travailleurs marocains, pour lesquels ils luttent encore au Maroc. L'Union Marocaine du Travail, depuis sa création, a compris que l'indépendance octroyée au Maroc n'est nullement une indépendance totale et que c'est tout simplement un changement



MM. HAJBI, LE BRUN et SANTI (Italie)

(Herschritt.)

de la continuité du colonialisme en d'autres mains et par d'autres moyens.

L'Union Marocaine du Travail, depuis sa création en 1955 a déjà dénoncé les formes du néo-colonialisme au Maroc et a pris l'avant-garde de la lutte nationale, sortant de son domaine de revendications. L'Union Marocaine du Travail a concrétisé la lutte du peuple marocain par l'établissement d'un programme économique, social et politique, et c'est autour de ce programme que l'Union Marocaine du Travail a entrepris sa lutte pour la libération totale de notre pays. C'est autour de ce programme que ce sont cristallisées la sympathie et l'adhésion de toutes les masses marocaines progressistes. Et on a vu surgir par la volonté des masses l'Union Nationale des Forces Populaires, ici représentée par le camarade Bouabid, ancien Ministre de l'économie nationale.

Aujourd'hui, un courant de liberté, un courant d'action est en préparation. Les paysans marocains, las d'attendre que leurs problèmes soient résolus, se sont groupés en Union syndicale de l'Agriculture pour défendre côte à côte avec l'U.M.T. et

cherche des voies nouvelles ». C'est sur la base d'un renouveau du Socialisme mondial que naîtra cette nouvelle Internationale.

Reuben ARZI (M.A.P.A.M.)

Le délégué du Mapam est heureux de participer à ce premier congrès et d'y voir que la lutte pour la paix en Algérie est aussi ferme. Il souhaite que le P.S.U. préfigure le Socialisme.

Il met en garde contre la renaissance des forces nazies et fascistes, alors que le prochain procès d'Eichmann met en lumière les crimes de ces régimes dont ont tant souffert les Israélites.

Le Mapam est principalement soucieux d'arriver à une paix effective et sans préalable avec ses voisins arabes. Toutes les forces de progrès dans le monde doivent hâter cette rencontre entre Arabes et Israéliens. Si chaque pays lutte suivant ses voies propres pour le Socialisme, le mouvement ouvrier international doit avoir comme but premier d'assurer la paix mondiale.

LA TUNISIE :

M. BENAYED (Néo-Destour)

Notre camarade remercie le P.S.U. pour son invitation.

Il renouvelle son indéfectible attachement à la coopération des démocrates français et tunisiens. Bon nombre des amis de la Tunisie se retrouvent au sein du P.S.U., et il leur rend hommage.

Le travail en Tunisie est considérable,

l'U.N.F.P. les droits les plus légitimes de la paysannerie. C'est au nom de toutes ces masses progressistes du Maroc que j'apporte un salut fraternel aux camarades du P.S.U. Je tiens à vous dire, chers camarades, que le Maroc, de par sa position géographique, de par son orientation sociale assez particulière, est en quelque sorte la plaque tournante du néo-colonialisme international qui veut faire du Maroc une cabine de téléguidage pour l'asservissement de l'Afrique. Les travailleurs répondront non et ont répondu non à tout ce truquage qui se produit au Maroc.

Les prises de position de l'Union Marocaine du Travail sur l'affaire du Congo, sur tous les problèmes des pays africains indépendants ont été claires et nettes. Elles ont été pour une indépendance totale, une indépendance politique, économique et sociale.

C'est au nom de cette solidarité,

il demande un bouleversement total des structures coloniales. L'économie planifiée sera un atout pour le développement économique et social.

LE SÉNÉGAL :

M. GUILLABERT (Union Progressiste)

apporte le salut des militants de l'U.P.S. et donne lecture d'un

MESSAGE

de Léopold S. SENGHOR

Après avoir rappelé la naissance de l'U.P.S., L. Senghor écrit :

« Certes, il peut exister entre nos deux partis des divergences de plans, qui se traduisent par des positions différentes, singulièrement sur le référendum et la politique algérienne du Général de Gaulle, mais puisque nous sommes tous socialistes, nous devons respecter ces différences qui tiennent aux différences de situations... C'est pourquoi nous ne craignons rien tant que la bureaucratisation, l'uniformisation.

Ici au Sénégal nous sommes engagés avec l'U.P.S. comme parti dirigeant dans la Voie Africaine du Socialisme... Pour nous le socialisme et l'indépendance sont indissolublement liés. »

L. S. Senghor décrit ensuite les réalisations de son parti et insiste sur leur élaboration démocratique. Il montre ainsi comment son pays recherche la « réalisation de l'Unité Africaine ».

Il rappelle enfin en ce qui concerne l'Algérie : « cette négociation directe a toujours été notre objectif permanent ».

GRANDE-BRETAGNE :

MESSAGE DE MICHAEL FOOT

« Merci de votre mot et mes meilleurs vœux. J'aurais bien voulu assister à votre Congrès, mais je ne peux quitter la Grande-Bretagne ces jours-ci. Je pense aller bientôt en France et je vous rencontrerai avec le plus grand plaisir. »

Michaël Foot, qui a été élu par les mineurs gallois au siège qu'occupait Bevan, est un fervent ami du P.S.U.

M. DREWER (Labour Party, Sud-Est - Essex)

Les étudiants socialistes britanniques sont heureux que la lutte des camarades français rejoigne la leur. La réponse aux menaces de guerre, c'est le socialisme international.

Ils espèrent « qu'au prochain Congrès un représentant officiel du Labour Party viendra apporter au P.S.U. le salut des véritables socialistes britanniques ».

Jonathan TINKER (Etudiants Travailleurs)

Les étudiants travaillistes saluent fraternellement les socialistes unifiés français. Il pense que « ce congrès va jouer un rôle historique dans le mouvement socialiste mondial ». Il montre ensuite l'étroite dépendance de tous les peuples européens aux prises avec le capitalisme international, par exemple au Congo. La lutte anticolonialiste est fondamentale pour abattre la bourgeoisie européenne, mais il faut se battre aussi en Europe même. Le capitalisme européen doit être abattu d'un bloc ; pour cela, il faut une action coordonnée de tous les mouvements socialistes.

LA HOLLANDE :

M. CORNELISSEN (Etudiants Socialistes)

En saluant le Congrès, l'orateur dénonce la pression qu'exerce le gouvernement de Gaulle sur le gouvernement hollandais, afin que la majorité des jeunes de ce pays ne soutienne pas plus activement le peuple algérien. Pour conclure, le représentant des étudiants néerlandais espère « que le P.S.U. ne sera pas seulement l'artisan de la renaissance du socialisme en France, mais aussi dans toute l'Europe ».

LA NORVÈGE :

M. RESI (Etudiants Socialistes)

« Je vous salue à la fois au nom des Etudiants Socialistes de gauche et de l'aile gauche du Parti Socialiste de Norvège. »

« Notre pays connaît deux partis : l'important Parti Socialiste et un petit Parti Communiste. Mais depuis la participation du Parti Socialiste à l'entrée de la Norvège à l'O.T.A.N., une aile gauche puissante s'est créée. Aujourd'hui, après de nombreuses luttes, elle envisage de constituer un nouveau Parti Socialiste. »

Edouard DEPREUX

Camarades,

DANS notre esprit, le Rapport d'Orientation a un but modeste : il doit servir de base de travail au Congrès et en particulier aux Commissions. Il n'a pas de tout la prétention d'être un document fini. Loin de redouter les amendements, il les sollicite. Il a seulement voulu émettre quelques idées générales sur les préoccupations qui, à notre avis, doivent être celles du Congrès du Parti dans les circonstances où nous vivons actuellement.

Nous pensons qu'il faut répondre à la question obsédante d'une grande partie de l'opinion publique : si le régime actuel disparaissait que se passerait-il ? On a établi cette légende qu'il y aurait alors un vide. Aux deux référendums la foule des Oui n'avait aucun rapport avec les questions posées. La première fois, il s'agissait de la Constitution, la deuxième fois, il était question de l'Algérie et, rappelons-le, également de l'institution d'un régime provisoire en Algérie. Les « Oui » abondaient, la majorité de la population supposant qu'après de Gaulle, ce serait l'aventure ou le néant.

Mais quelle que soit la précision de nos programmes et de nos suggestions, il y aura toujours de bons apôtres qui nous diront : il y a un risque ; et à la vérité, il ne dépend ni de nous ni de personne de réduire ce risque à zéro. On n'a pas seulement assassiné la IV^e République, on a mis la démocratie en veilleuse. Les hommes qui se disaient républicains, certains mêmes, qui se disaient socialistes et persistent à le dire, ont demandé de faire confiance à un homme prestigieux, car, selon eux, cet homme seul pouvait régler les grandes affaires du pays. C'est très exactement la définition même du despotisme politique qui, à nos yeux, n'est pas la bonne préface pour élargir la démocratie politique en démocratie sociale, économique.

Mais nous pensons qu'il n'est pas possible de nous en tirer par deux négations : la première, nous sommes contre le régime actuel ; la seconde, nous ne voulons pas revenir au régime de la IV^e République avec son apathie, sa pusillanimité, sa faiblesse, nous devons dire comment nous envisageons l'avenir et nous devons surtout créer une situation irréversible ; sur ces deux points, je voudrais apporter quelques précisions.

Très souvent, dans l'histoire politique française, depuis la III^e République en vérité, la gauche a remporté de grandes victoires électorales. On peut même dire qu'en France la gauche est plus forte que la droite. Mais, très souvent, après le flux de gauche, et comme par hasard au milieu même des législatures, apparaît le reflux de droite.

Nos adversaires en ont déduit qu'il y avait une espèce d'incapacité congénitale de la gauche, qu'elle se heurtait à la nature des choses. C'est ce problème qu'il faut avoir l'honnêteté de poser.

A mon avis, si la victoire de la gauche n'était pas définitive, et si tout était remis en question, c'est parce qu'en réalité le pouvoir politique n'était pas conquis complètement par les élections et surtout parce que le pouvoir réel restait dans une très large mesure aux congrégations économiques qui attendaient dans l'ombre le moment de prendre leur revanche. Nous n'allons pas bien entendu faire un exposé historique en remontant très loin en arrière. Je voudrais seulement dire qu'en matière politique la riposte de la gauche a toujours été proportionnelle à l'attaque de la droite.

En 1924, les électeurs avaient voulu chasser M. Poincaré du pouvoir. En 1926, M. Poincaré revient au pouvoir : il avait utilisé pour cela la fraction la plus modérée de la coalition de gauche. En 1932, victoire d'Herriot. En 1934, Doumergue vient au pouvoir un peu comme plus tard de Gaulle viendra au pouvoir avec le 13 Mai. Les manifestants du 6 février ne sont pas venus eux-mêmes au pouvoir ; ils ont amené Doumergue, de même que les gens du 13 Mai n'ont pas amené Ortiz et Lagailarde, mais ils ont amené le Général de Gaulle.

Le Front Populaire de 1936 a réalisé un certain nombre de choses importantes, certes, mais dès 1938, éclate une grève générale contre les décrets-lois. De même, après les nationalisations, au moment de la Libération en 1945-1946, vous avez eu, vers 1947-1948, un changement dans la politique sociale et économique et un changement dans le climat politique.

PRÉSENTATION

DU RAPPORT D'ORIENTATION

Eh bien Camarades, lorsque la droite dit : c'est la nature des choses qui s'oppose à la victoire de la gauche, il faut ajouter à son expression un adjectif : c'est la nature capitaliste des choses qui s'oppose à la victoire de la gauche. Les coalitions du passé, dont il ne s'agit pas de renier l'œuvre — ce serait injuste car les prédécesseurs luttaient dans certaines conditions — ne mettaient pas en cause le régime capitaliste, d'où la possibilité pour la réaction de tout remettre en question, et le problème qu'il faut poser et résoudre aujourd'hui.

Alors, camarades, si demain, nous avons une nouvelle victoire de la gauche, et si nous avons laissé fonctionner le régime capitaliste tel qu'il fonctionne aujourd'hui, nous irons, de toute évidence, vers de nouvelles déceptions, vers de nouvelles défaites et c'est la démocratie politique elle-même qui sera remise en question dans le tourbillon qui emportera la véritable liberté économique laquelle n'est pas le libéralisme, mais exactement le contraire.

Vous savez ce qu'il est advenu des gouvernements Léon Blum, le premier gouvernement du Front Populaire et le gouvernement de 1938. Eh bien, camarades, nous disons aujourd'hui que nous voulons faire des réformes de structure telles que cela ne sera plus possible demain. Est-ce légitime ? Ce ne sont pas les républicains qui vont protester. Lorsque la République bourgeoise s'est installée en France, elle a voulu créer cette situation de non retour et, pour elle, c'était l'expulsion de France des membres des familles régnantes.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de mettre une demi-douzaine de gens hors de France, cela ne servira à rien si les lois économiques sont les mêmes. Il faut hardiment, et dès la première étape, saisir les leviers de commande de l'économie. C'est cela, le non retour, qui ne permet pas de contre-attaque de la droite. Il s'agit de socialisation et non de nationalisations. Les nationalisations, en effet, dans le cadre du régime capitaliste peuvent marquer un progrès technique important, mais elles ne sont que de petits îlots socialistes importants dans le cadre de l'économie bourgeoise.

La bataille que nous entendons mener, c'est celle de ce qu'on a appelé le Front socialiste. D'autres partis songent à autre chose. Le Parti communiste demande, en réalité, la résurrection du Front Populaire et la S.F.I.O. pense toujours rénover la France autour de ces hommes nouveaux qui n'ont jamais failli qui s'appellent Guy Mollet, Plevin, Pflimlin, Gaillard.

Ce n'est pas par originalité que nous cherchons autre chose. Nous pensons que le Front Populaire correspondrait à la situation sociale de 1936 et que le Front Populaire c'est quelque chose de dépassé aujourd'hui, car c'est essentiellement l'association de l'ensemble des partis ouvriers avec un grand parti de démocratie bourgeoise, qui est l'arbitre et qui est dans ce cas, celui qui va le moins loin.

Dans toutes les coalitions, on se met d'accord sur ce qu'on appelle un programme minimum. Le parti radical ne voulait pas de réformes de structure. Sans rappeler les polémiques de 1936, je peux bien dire que le parti communiste, comme le parti radical, et pour ne pas gêner les classes moyennes, selon leur expression, avaient demandé qu'il n'y ait pas de réformes en 1936 mettant en cause le régime capitaliste lui-même. Ce n'est pas une polémique, c'est l'histoire. En 1946, cela a été la même chose et la meilleure preuve que le socialisme n'était pas à l'ordre du jour, c'est que lorsqu'à la première constituante, il y a eu une majorité absolue de socialistes et de communistes, personne en France n'en a déduit que la socialisation était à l'ordre du jour.

Nous n'avons plus en France de partis qui correspondent au parti radical de 1936, au M.R.P. de 1946, ces partis ont glissé vers le centre. Nous devons, nous, définir un programme de front socialiste, le soumettre ensuite, non pas tellement à des partis politiques seulement, mais à des organisations syndicales, des cercles de jeunes agriculteurs, etc... qui s'unissent pour défendre leurs droits.

Car nous nous trouvons de plus en plus en face de gens qui sont mûrs pour les réformes de structure. Pendant longtemps, le drame de la politique française, cela a été que les radicaux-socialistes et les communistes faisaient surenchère de conservatisme dans leur programme agricole comme s'ils avaient peur d'être considérés comme des partageux. Ils trouvaient les accents plus lyriques des indépendants paysans pour exalter la persistance de la petite propriété paysanne. Leur programme était purement négatif. Alors, qu'aujourd'hui ce sont les jeunes agriculteurs eux-mêmes qui nous demandent de mettre en cause la structure de la propriété foncière, archaïque, périmée, alors qu'ils voient que le vrai problème ce n'est pas celui de la propriété, c'est celui de la gestion moderne, avec l'enseignement agricole et les investissements intellectuels qui nous permettraient d'avoir de plus

Lorsque le programme sera au point, nous nous tournerons vers d'autres qui se disent socialistes, qui, quelquefois, sont socialistes et nous leur proposerons ce programme pour le pacte du Front socialiste qui, alors, signifiera quelque chose.

Cela pose le problème des rapports avec des partis politiques différents du nôtre. Je pense que cela pose surtout le problème des rapports avec un certain nombre d'autres organisations. Pour cela, camarades, il faut comme ce matin plusieurs orateurs l'ont dit, comme j'ai tenu à le répéter, que nous ne soyons pas une secte, une petite chapelle, mais que, loin d'avoir peur des grands courants qui viennent du dehors, de la masse ouvrière, nous allions au devant de ces courants, que nous les sollicitions en sachant ce que nous voulons leur proposer.

Je suis persuadé qu'aujourd'hui, ce sont les faits qui créent le socialisme.



(Associated Press.)

en plus de conseillers agricoles dans nos campagnes.

Cela, camarades, les paysans eux-mêmes le comprennent. Et, hélas, la France est ainsi faite que l'équivoque sur les positions laïques empêche de travailler efficacement dans ces milieux. On a fait confondre à certains paysans la laïcité avec je ne sais quelle intolérance religieuse, alors que les Jeunesses chrétiennes ont un programme plus révolutionnaire que les partis de gauche. Elles en font don au M.R.P., aux Indépendants paysans, à des partis qui sont incapables d'accomplir cette œuvre de transformation sociale absolument indispensable.

Cela, ce sont des choses qu'il faut dire, qu'il faut étudier. Je ne suis pas de ceux qui disent que pour faire la révolution sociale en France, il faudrait neutraliser les paysans. Il faut au contraire l'adhésion massive, passionnée, des paysans pour lesquels la transformation sociale est importante. — (Applaudissements.)

Notre parti devra savoir s'adapter à tous les problèmes, une fois son programme mis au point. Et vous comprenez bien que nous n'allons pas le mettre au point en trois jours. Nous allons fixer les grandes options, nous allons donner un plan de travail aux organismes directeurs que nous allons élire et à nos commissions pour remettre sur le chantier l'ensemble des travaux.

Certains ont fait qu'il y a un rapport entre le socialisme et la torture, le socialisme et le colonialisme, le socialisme et le pouvoir personnel. Non, le socialisme authentique a la tête haute, il est prêt à dire qu'il ne veut plus prêter ses hommes que pour une tâche de construction du socialisme, au moins pour commencer un programme de transition qui devra aller vers le socialisme. — (Applaudissements.)

Cela ne prouve pas que, demain, au régime gaulliste, succédera un régime socialiste. Nous ne sommes pas des naïfs, nous savons qu'une Constitution a été préparée par Pinay, qu'on veut nous en préparer une autre pour le Général de Gaulle et pour son dauphin.

Il y a d'autres possibilités, bien sûr, et nous devons faire tout ce qui dépend de nous pour que le socialisme apparaisse comme possible, pour qu'il ait le maximum de chances, et pour dire que si l'opinion publique ne nous suit pas malgré notre programme, nous ne pratiquerons pas la politique du pire. Nous ne sommes pas prêts à laisser le socialisme s'engager dans des coalitions ministérielles, sans boussole, sans direction, où le socialisme risque de perdre son âme.

Et bien sûr, cela pose le problème des rapports avec le parti communiste qui a été soulevé ce matin. Nous devons repousser à la fois l'anti-communisme sommaire, purement négatif

et conservateur de la S.F.I.O. mais nous devons montrer en même temps que nous avons beaucoup plus de chances pour la transformation sociale que les communistes avec leurs méthodes. Lorsque je me suis trouvé à Moscou, je leur ai dit que l'opinion française est anti-communiste parce qu'elle a peur de la révolution sociale. Nous, nous sommes différents des communistes parce que nous estimons que c'est nous qui devons faire la révolution sociale dans un pays évolué et instruit, arrivé à une certaine maturité. — (Applaudissements.)

C'est vraiment le problème des problèmes pour nous, c'est celui devant lequel nous ne devons jamais nous dérober. Je ne veux pas faire de marxisme primaire, mais qu'est-ce qui reste de l'enseignement de Marx ? C'est qu'il avait déclaré que la révolution sociale exigerait des conditions objectives et subjectives. Conditions objectives : grand essor dans le domaine de la production, concentration. Conditions subjectives : éducation ouvrière, instruction populaire, traditions démocratiques. Là aussi conditions objectives et subjectives ont été réunies. Le parti communiste a pris le pouvoir dans des pays qui étaient sous-développés, qui n'étaient même pas arrivés à la maturité capitaliste, qui étaient encore quasi-féodaux. C'est encore plus vrai pour la Chine révolutionnaire que cela l'était pour la Russie de 1917 où il y avait une légère classe ouvrière, mais vraiment pas de classe ouvrière évoluée au sens marxiste du mot.

En revanche, dans les pays les plus avancés au point de vue démocratique, jusqu'à présent, personne n'a voulu de cette transformation sociale. C'est un problème sur lequel nous avons aussi le devoir de réfléchir. Camarades, ce que nous proposons, c'est quelque chose de tout à fait nouveau, sans précédent. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier français, un parti socialiste propose de faire du socialisme et la formule que je viens de prononcer est de beaucoup la plus révolutionnaire de mon exposé, je vous défie d'y trouver une formule plus révolutionnaire encore.

Je serai particulièrement heureux que le programme de fondation sorte de ce congrès en même temps qu'un programme à moyen terme et à long terme montrant ce que seront les états successifs sans sombrer dans l'utopie et sans entrer dans les détails, avec le sens très exact des réalités.

Pour diffuser ce programme, je n'ai pas peur d'avoir des procédés de propagande moderne. Nous aurions voulu aujourd'hui vous présenter un film de propagande. Cette salle ne le permettait pas. Notre commission du cinéma a mis au point pour les élections au Conseil général des films qui seront beaucoup plus éloquentes que les orateurs eux-mêmes, ce sera la preuve par les faits de ce que le socialisme peut faire dans le monde : décolonisation, paix, aide aux pays sous-développés, épanouissement de toutes les libertés.

La situation de non retour que nous proposons, nous devons faire en sorte qu'elle ne soit pas négatrice du respect des libertés fondamentales. Comme le disait Rosa Luxembourg :

« La nature de la Société sociale consiste en ce que la grande masse des travailleurs cesse d'être enrégimentée, qu'elle participe pleinement à la vie politique, économique, qu'elle dispose d'elle-même librement, en pleine conscience... »

Et par ailleurs :

« La liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement, aux seuls membres du parti, fussent-ils aussi nombreux qu'on voudra, ce n'est pas la liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. »

Par conséquent, l'énergie dans la période transitoire n'exclut pas le plein épanouissement de toutes les libertés de tous les travailleurs. Cela aussi je voudrais bien que, même dans le programme de transition, nous le disions dès maintenant. Ce matin un camarade disait : il faut d'abord prendre le pouvoir, ensuite nous fixerons le programme. Je pense que pour prendre le pouvoir il faut jeter les fondements d'un programme de véritable démocratie socialiste. — (Applaudissements.)

INTERVENTION DE PIERRE BEREGOVY

— RAPPORTEUR DE LA MOTION MINORITAIRE —

Ce texte ne constitue pas un amendement à la résolution présentée par la majorité. Il se présente comme un ensemble cohérent. Il tente de définir une attitude politique, de préciser les formes du combat auquel nous souhaitons voir le parti se préparer, de préciser des objectifs, de proposer une solution de rechange au régime, de définir les moyens à mettre en œuvre dans cette perspective.

Où en sommes-nous après un an d'existence? Un an après la fondation du parti, deux ans et demi après l'avènement du régime gaulliste, il est clair que notre tentative constitue la seule tentative originale de renouvellement profond de la vie politique française. Désormais, implanté dans toute la France, groupant en son sein des hommes de formations diverses que n'attirent ni la facilité des compromissions ni le goût de la démagogie, le Parti Socialiste Unifié doit consolider sa situation en attirant à lui toutes les forces jeunes dont l'unité permettra la transformation décisive de la société française.

Sur ce but, il y a un large accord. Mais il y a divergence sur l'analyse, d'une part, sur les moyens, d'autre part.

Le texte de la minorité s'ouvre sur une analyse de la situation politique et sociale en France, compte tenu de la nature du régime gaulliste, de l'état présent des forces capitalistes et de la position de la France dans le monde. En effet, sur ce point très précis, camarades, nous sommes bien d'accord avec vous pour considérer que le régime gaulliste n'est pas un phénomène accidentel. Il est incontestablement lié à la volonté du capitalisme de trouver des solutions nouvelles aux problèmes nouveaux qui se posent à lui. Mais le gaullisme a aussi capitalisé à son profit les sursauts du nationalisme nés de l'incapacité de la IV^e République à régler les problèmes de la décolonisation et à tirer profit de la dépolitisation accentuée des masses.

En ce qui concerne le capitalisme, nous ne devons pas nous contenter des schémas classiques.

Le capitalisme a su s'adapter à l'évolution des techniques. Il sait tirer le meilleur profit de l'appareil de l'Etat. Nous devons donc analyser ses mécanismes actuels.

D'autre part, la compétition économique entre les blocs transforme progressivement leur compétition idéologique, de même les problèmes posés aux pays sous-développés qui accèdent à l'indépendance sont de nature à influencer le développement de la lutte des socialistes en France et dans le monde occidental. Il faut en tenir compte.

C'est à partir d'exemples concrets et d'une analyse sérieuse que nous devons affirmer la nécessité d'une transformation fondamentale de la société, la nécessité d'un socialisme moderne, adapté à la situation actuelle.

LES OBJECTIFS IMMEDIATS : En premier lieu, la lutte pour la paix en Algérie. Il nous faut exercer une pression maximum pour que la négociation annoncée aboutisse.

Inutile de donner des conseils au P.L.N. Il s'agit surtout de renforcer l'action des partisans de la paix et pour y parvenir nous proposons d'approuver les grandes lignes de la Charte de l'autodétermination votée par les représentants de toute la gauche il y a deux semaines à Grenoble. Sur ce problème, la discussion n'est sans doute pas épuisée, mais il est primordial d'élargir l'action des partisans de la paix et de ne pas nous enfermer dans des discussions stériles et inutiles.

En ce qui concerne les revendications économiques et sociales, le parti n'a pas à énumérer un catalogue. Il doit prendre à son compte et soutenir les revendications exprimées par les travailleurs des villes et des campagnes. Ce soutien doit l'amener à faire participer le parti aux luttes revendicatives qui vont s'amplifier, car c'est à partir de ces luttes qu'apparaîtra la nécessité de réformes profondes de structure et la nécessité d'une solution de rechange au gaullisme.

Sur les problèmes de la jeunesse et de la laïcité, il n'y a pas de désaccord entre nous, et nous précisons notre pensée dans la motion qui vous est présentée.

Politique internationale : Il est nécessaire que le parti prenne son temps pour traiter ces questions, mais dès maintenant, nous pensons qu'il faut développer les campagnes d'action contre les armes atomiques, pour le désarmement contrôlé et pour la construction d'un Front Socialiste Européen.

Après les objectifs immédiats, il est bon de définir les grandes lignes d'un programme de transition qui doit permettre de déclencher le processus économique et politique qui peut, seul, entraîner une marche irréversible vers le socialisme.

Soyons modestes. Les différents points du programme sont à étudier dans les sections et par les commissions spécialisées du parti.

Les réformes doivent ne permettre au-

cun retour du capitalisme; il faut donc les étudier sérieusement et non en faire des pétitions de principe.

*

Que doit être le Front Socialiste? Il doit rassembler les courants politiques de gauche qui veulent construire une démocratie socialiste; cela suppose

De nombreux camarades s'accordent maintenant sur la notion d'un parti ouvert. Mais c'est peut-être faire bon marché de la logique que de ne pas réaliser qu'il n'est au pouvoir de personne de fabriquer un parti susceptible d'attirer à lui des hommes neufs à l'aide d'une doctrine figée. A parti ouvert, socialisme ouvert. Cela ne veut pas dire que nous voulons faire basculer le parti dans un va-

l'ont écrit nos camarades britanniques, « Toute la gauche dans le monde doit reconstituer son idéologie, à partir des sociétés d'aujourd'hui et non pas seulement à partir de la société d'hier ». Ce sont les antagonismes du présent qui comptent et non ceux d'avant 1900.

Nous ne prétendons pas connaître les solutions à tous les problèmes que pose le passage au socialisme dans les sociétés industrialisées : d'une recherche commune, poursuivie sans sectarisme ni regrets superflus du passé, peuvent surgir les idées et les méthodes susceptibles de nous conduire à la victoire.

Nous sommes attachés à la Charte du parti : nous ajoutons que son application exige un effort de réflexion qui entraînera certainement la disparition des faux clivages et consolidera l'unité du parti.

Je conclus au nom de la minorité : au sein de ce Congrès, nous avons mené le combat avec loyauté, en suivant les règles du parti, en pensant chaque minute à l'avenir. Si nous avons dû tirer la sonnette d'alarme, ce n'est pas avec la volonté de créer entre nous des divergences artificielles, c'est avec la conviction que le parti devra, à l'avenir, s'inspirer plus ou moins largement des idées que nous exprimons, s'il veut développer son influence.

L'affrontement loyal des tendances n'affaiblit pas une formation politique mais au contraire la renforce, oblige les uns et les autres à serrer davantage leurs analyses. Les tendances constituent pour l'observateur du dehors le moyen de mieux prendre conscience du sérieux de la pensée, c'est-à-dire de la validité du parti.

Cette méthode a sa logique : en présentant notre thème de réflexion et nos propositions d'action à vos suffrages, nous sommes conscients du risque que nous prenons. Si nous n'obtenons pas les 10 pour 100 nécessaires, nous reprendrons notre action à la base, car il va de soi qu'aucun de nous ne saurait être candidat au Comité Politique National sur une autre liste, sinon l'effort de clarification que nous avons tenté n'aurait plus aucune signification. Sans doute, notre action permettra-t-elle à d'anciens camarades qui ont délaissé les sections de reprendre confiance dans ce parti, car ils comprendront que la minorité n'est pas sans influencer son comportement. Peut-être incitera-t-elle aussi des amis inconnus à nous rejoindre. Notre volonté est d'enrichir le parti, de le fortifier, de faire en sorte que des hommes qui ne sont pas encore socialistes viennent étudier avec nous les meilleures solutions socialistes aux problèmes de notre temps.

Nous avons voulu servir l'unité profonde du parti, d'un parti que nous avons contribué à faire naître et que nous continuerons à servir à la place que vous déciderez. Le socialisme, c'est d'abord un instrument de sincérité et de vérité. C'est dans cet esprit que nous avons voulu dire clairement ce que nous pensons. Si cela a pu être utile au parti et au socialisme, nous considérons que la première tâche que nous nous étions fixée sera remplie.



(Jean Marquis.)

le regroupement des forces nouvelles qui se dégagent dans le pays, et aussi des contacts à la base et au sommet avec le P.C. et la S.F.I.O.

Les organisations syndicales doivent faire partie du Front Socialiste, mais il faut discuter avec elles des formes du concours qu'elles lui apporteront. Ce n'est pas à nous de les définir arbitrairement. Elles devront l'être dans le respect de leur totale indépendance. D'ailleurs, les organisations syndicales nous apporteront d'autant plus facilement leur concours que nous ne donnerons jamais l'impression de vouloir politiser étroitement leur action.

Nous nous réjouissons de la portée politique des prises de position des organisations syndicales, mais leur attribution des responsabilités politiques aurait surtout pour effet de retarder, sinon d'interdire la nécessaire unification du mouvement syndical.

Enfin, nous envisageons les modifications structurelles que le parti devra étudier et réaliser s'il veut se transformer en un outil adapté aux exigences de la lutte à mener pour transformer la société actuelle.

A partir de l'analyse du régime, des objectifs immédiats à atteindre, de la nécessité d'une solution de rechange et des alliances qu'elle implique, nous pensons qu'il faut faire un parti ouvert et un parti responsable. Cela veut dire que le parti ne peut être ni une avant-garde sectaire, ni un intermédiaire complaisant entre le P.C. et la S.F.I.O., mais un parti ouvert à tous les courants de la pensée socialiste où, dans une libre confrontation des points de vue, nous essaierons de bâtir et notre programme fondamental et une doctrine vivante; un parti où la nécessaire discipline dans l'action n'interdira jamais une totale liberté d'expression de la pensée aussi bien à l'intérieur du parti qu'à l'extérieur du parti. Discipline dans l'action : oui, mais il faut que le pays sache comme aujourd'hui la presse le sait, que lorsque nous ne sommes pas d'accord, c'est pour telle et telle raison. Nous n'avons jamais intérêt à étouffer nos divergences, je crois au contraire et qu'il est utile que l'opinion publique sache que dans un parti démocratique et socialiste, on n'est pas obligé de penser uniformément alors même qu'on agit ensemble.

gue empirisme politique. Ni dogmatisme, ni opportunisme, voilà ce que le parti doit éviter. A l'heure actuelle, comme

Motions votées par le Congrès

CONGO

Le Congrès du P.S.U. condamne l'appui apporté au colonialisme belge par le Gouvernement français, au sein des organismes des Nations Unies, notamment par le refus du délégué français au Conseil de Sécurité de s'associer à une résolution en faveur de la libération de Lumumba au cours de la période cruciale de janvier.

Patrice Lumumba reste le symbole de l'unité et de l'émancipation des peuples africains. Son assassinat constitue la tentative désespérée du néo-colonialisme international pour maintenir sa domination par fantômes interposés sur une partie de l'Afrique.

Le Congrès du P.S.U. se prononce en faveur de la réunion, sous la protection des troupes de l'O.N.U., du Parlement congolais, seule expression

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE 15-04
Semaine du 5 au 11 avril

UN COUPLE

Un film de J.-P. MOCKY
(Interdit au moins de 18 ans.)

Dialogues de
Raymond QUENEAU
de l'Académie Goncourt

de la volonté du peuple congolais, s'incline devant les victimes directes et indirectes des intrigues néo-colonialistes et affirme sa solidarité avec tous ceux qui, au Congo comme ailleurs, luttent pour l'unité et l'indépendance des nations africaines.
(Adopté à l'unanimité.)

SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES IBERIQUES

Le P.S.U. salue la présence à son Congrès des délégations de nombreuses organisations ouvrières espagnoles. Il se réjouit de leurs efforts pour unifier le front antifasciste, efforts dont l'unification de la C.N.T. a été un premier résultat. Il est conscient que la lutte contre les dictatures de Franco et de Salazar est étroitement liée à celle du peuple français contre le Pouvoir personnel.

Le P.S.U. réclame la libération de tous les antifascistes qui peuplent les prisons espagnoles et portugaises. Il envoie son salut fraternel au peuple congolais en lutte et au Mouvement Populaire de Libération.

Une nouvelle étape est commencée dans les colonies portugaises, au Portugal et en Espagne. Le P.S.U. s'engage à soutenir par tous les moyens la lutte libératrice de leurs peuples et de leurs organisations antifascistes.
(Adopté à l'unanimité.)

INTERVENTION DE GILLES MARTINET

— RAPPORTEUR DE LA MOTION MAJORITAIRE —



(Jean Marquis.)

CAMARADES, ce n'est pas la motion du C.P.N. que je suis chargé de vous présenter, mais une résolution qui est devenue celle de l'ensemble des Fédérations et des Sections du parti parce qu'elle est le résultat d'une discussion qui a duré pendant des semaines et qui a eu son épilogue aujourd'hui à la Commission des Résolutions. Ce travail collectif a été souvent un travail difficile et, il faut le dire, parfois pas toujours très bien fait. Mais finalement nous avons là une image de notre parti tel qu'il est aujourd'hui avec ses points forts et aussi avec ses faiblesses.

C'est volontairement que nous avons renoncé à développer certaines questions car nous savons que sur ces questions une discussion plus approfondie sera nécessaire. C'est le cas par exemple des problèmes de politique internationale où nous sentons tous qu'il faudra aller beaucoup plus loin que nous sommes allés aujourd'hui.

Ce qu'il y a avant tout dans le texte que nous vous présentons, ce qui fait à nos yeux sa force, c'est une ligne politique. Une ligne politique cohérente et originale. Cette ligne se place sous le signe du Front Socialiste et elle part d'une analyse de la Société gaulliste que nous sommes les seuls à faire de cette manière. Nous avons voulu montrer à ce propos que nous étions des réalistes, que nous nous refusions à voir l'adversaire sous un jour trompeur et que nous savions qu'il ne nous serait pas facile de le vaincre.

La chute de la IV^e République n'est pas, — nous l'avons dit et répété —, quelque chose d'accidentel; elle s'explique par des raisons très profondes et qui rendent caduques les vieilles recettes que défendent encore les partis traditionnels, (le « Centre gauche » pour la S.F.I.O. et le « Front populaire » pour le parti communiste). Aussi nous attachons-nous à définir une dynamique de lutte en fonction

de l'objectif qui est le nôtre, c'est-à-dire en fonction de l'alternative que nous opposons au régime gaulliste: celle de la République Socialiste française. Non pas une République Socialiste telle qu'on pouvait l'imaginer en 1900 ou telle qu'on peut supposer qu'elle existera vers l'an 2000, mais une République Socialiste telle qu'elle est susceptible de naître aujourd'hui des conditions mêmes de notre pays, de sa spécificité et de sa réalité complexe.

C'est en fonction de la création de cette République socialiste que nous concevons notre stratégie, nos alliances, notre tactique et que nous accordons notamment une place particulièrement éminente aux forces syndicales.

C'est également en fonction de ce but que nous entendons nous situer par rapport au phénomène de la décolonisation. La résolution majoritaire ne se contente pas, quant à elle, de réclamer la paix en Algérie et de citer des textes d'union que nous avons signés à Grenoble ou ailleurs. Elle marque notre volonté de combattre ce néo-colonialisme qui tend à perpétuer sous un autre forme les vieux rapports de domination. Qu'on me comprenne bien! Nous sommes prêts à saluer n'importe quelle paix qui se fera en Algérie sur la base de la reconnaissance de l'indépendance et avec l'accord du peuple algérien. Mais nous voyons plus loin. Nous savons que de nouvelles contestations surgiront au cours des prochaines années dans tous les pays décolonisés et nous voulons que l'on puisse opposer à la réalité du néo-colonialisme, la perspective d'une autre politique que nous aurions définie d'un commun accord avec les courants progressistes des mouvements d'émancipation.

Cette ligne que nous avons ainsi précisée, j'affirme qu'elle est la seule possible, pour le parti, qu'il n'en existe pas d'autre. La preuve qu'elle est la seule ligne possible, c'est que des camarades d'origine aussi différentes ont pu également la sou-

tenir. Une autre preuve encore meilleure c'est que la résolution qui est présentée par la minorité ne fait que reprendre en en supprimant certains aspects la ligne que nous avons nous-mêmes tracée.

J'ai peut-être lu trop rapidement le texte de Beregovoy mais j'éprouve une sensation curieuse: la discussion qui s'est déroulée dans le parti a considérablement transformé le texte initial du C.P.N. dont je suis, comme vous le savez, le principal rédacteur; ce qui fait que je retrouve bien peu de mes phrases dans la Résolution que je suis chargé de vous présenter. Mais en revanche dans le texte qui s'oppose à cette Résolution, je relis des paragraphes entiers, des passages complets qui sont de mon écriture!

Bien sûr, il y a des divergences: elles ne sont pas très graves, mais elles sont réelles.

Par exemple, je crois découvrir dans le texte minoritaire et dans l'intervention de Beregovoy, l'idée que le parti doit se contenter de soutenir les revendications présentées par les syndicats. Or nous pensons que, si nous voulons être non pas un parti ouvrieriste, mais un parti de la classe ouvrière nous devons apporter à cette classe des réponses aux problèmes qui lui sont posés. Bien sûr, nous n'avons pas à déterminer le taux d'augmentation horaire qu'il faut demander dans telle ou telle entreprise. Ce n'est pas notre rôle. Mais enfin la vérité est que devant ce capitalisme moderne qui a su s'adapter, comme le disait Beregovoy, le mouvement ouvrier « patine » trop souvent, qui ne dégage pas les revendications qui lui permettraient de contrebalancer efficacement ce néo-capitalisme. Et si notre parti ne dit rien là-dessus, s'il n'apporte pas ses réponses, s'il n'a pas ses mots d'ordre, s'il n'a pas ses revendications, alors comment voulez-vous que ce parti puisse s'insérer dans la classe ouvrière?

Il y a aussi, je pense, des divergences sur la question du « parti ouvert », bien que les formulations du texte minoritaire sont, sur ce point, bien vagues. Quand j'entends dire que « la nécessaire discipline dans l'action ne doit pas interdire une totale liberté d'expression de la pensée » je suis évidemment d'accord. J'aurais cependant préféré que la phrase soit écrite autrement, de manière à ce que nos camarades reconnaissent ouvertement que la totale liberté d'expression qui existe dans notre parti ne doit pas les empêcher de respecter une certaine discipline.

Mais je crois, qu'au fond, tout cela, nous aurions pu le discuter entre nous et aboutir à un même texte. Pourquoi y a-t-il deux textes? Eh bien, j'en parlerai très franchement et très amicalement.

Je crois d'abord que certains camarades signataires de la résolution minoritaire ont, avec la ligne du parti, des divergences bien plus profondes qu'ils ne le disent. Je ne cherche pas ici à faire un procès d'intention ou à jouer aux devinettes. Je lis les journaux et je ne peux m'empêcher de constater que telle prise de position sur la république présidentielle cadre assez mal avec notre conception du Front-Socialiste, et de l'alternative au Gaullisme.

Mais beaucoup de camarades minoritaires, je dois le dire, n'ont pas des divergences aussi importantes. Ce qu'ils éprouvent avant tout, c'est une difficulté à participer avec nous à la construction du parti. Ils ne se sentent pas à l'aise dans le parti. Ils réagissent d'une manière épidermique à l'égard de tel ou tel courant du parti et cela s'exprime dans leurs critiques, qui sont essentiellement — je ne parle pas de l'intervention de Beregovoy — des critiques de forme ou de style. Et je sais bien que certaines sont justifiées. Il est vrai qu'on retrouve dans certaines interventions un verbalisme révolutionnaire qui m'exaspère, mais j'avoue que dans ce congrès je suis encore plus gêné par le verbalisme que l'on fait à propos du verbalisme révolutionnaire. On nous dit qu'il faut des positions « précises », « nettes », « claires », « réelles », « véritables », mais derrière ces mots, je ne découvre... que nos propres textes.

A côté des critiques justifiées, il y a celles qui ne le sont pas. Quand Henu, dans son intervention d'hier, donne le sentiment que le parti s'est laissé séduire par la théorie de la paupérisation, alors que nous avons écrit tant d'articles à ce sujet. Quand il ajoute que nous rêvons de nous livrer à une surenchère à l'égard du parti communiste, alors que notre objectif est de poser à ce parti les problèmes qu'il fuit et de le conduire ainsi à évoluer. Quand Laval soutient que nous

nous attendons à voir le régime laisser automatiquement la place au socialisme, alors que nous avons dissipé les illusions qui pouvaient naître à ce sujet. Quand ces camarades parlent ainsi, je leur dis: « Vous caricaturez notre pensée. Vous dessinez sur les murs des fausses fenêtres que vous vous amusez ensuite à bombarder avec des pierres aux applaudissements de la galerie ».

Car, et ce sera là ma dernière observation, beaucoup des critiques que vous nous faites sont des critiques qui sont avant tout destinées à être applaudies à l'extérieur. Vous êtes ainsi conduits à donner du parti une image qui est fautive, mais qui correspond à celle que les gens qui ne nous aiment pas particulièrement ont de nous: parti sectaire, parti de verbalisme révolutionnaire, parti de gens qui font de la surenchère à l'égard des communistes. Je crois que vous devriez faire attention à cet aspect des choses, dans l'intérêt du parti et de son unité.

J'ai ironisé un peu tout à l'heure sur le fait que vous aviez repris beaucoup de nos formules, mais la vérité c'est que je m'en réjouis parce qu'enfin cela montre que le parti est beaucoup plus unifié qu'on ne le croit.

Ce parti, c'est le vôtre, c'est le nôtre et, je tiens à vous le dire, c'est le seul parti socialiste qui, avant de longues années, pourra être construit en France. Bien ou mal, nous nous sommes embarqués dans la même aventure. Nous devons réussir à tout prix. Nous avons créé un instrument qui est peut-être encore faible, mais qui est déjà absolument irremplaçable. Et c'est pour cela qu'il faut que nous le construisions tous ensemble, non pas, certes, au prix de petits arrangements, mais en cherchant à dégager une ligne commune. Si ce parti devait être une simple mosaïque de toutes les tendances socialistes, alors il ne résisterait pas à une crise sérieuse, alors il éclaterait devant de graves difficultés.

Ce parti, il faut le bâtir avec la volonté de le rendre cohérent, serré autour d'une ligne politique. Sinon attention à nous. Aujourd'hui la lutte contre la guerre d'Algérie et contre le régime nous donne un certain ciment, mais demain d'autres questions peuvent soulever d'énormes problèmes. Il faut donc faire effort pour dégager la même ligne, pour défendre la même position, pour aller ensemble au combat, pour frapper ensemble l'adversaire, pour gagner ensemble.

Tel est, je crois, l'état d'esprit de l'immense majorité du congrès, de cette immense majorité qui va tout à l'heure voter la résolution que nous lui présentons.

CRÉATION DU FONDS DE SOLIDARITÉ

CLAUDE BOURDET a très justement rappelé le devoir de solidarité de tous les adhérents du P.S.U., de tous les militants.

Que ce soient nos camarades Boisgontier et Daliez ainsi que P. Hespel, Delépine blessé gravement aux yeux le 27 octobre, Guéry et Hondeville Condamnés pour des articles, les exemples abondent qui nous créent l'obligation de constituer le Fonds de Solidarité du Parti.

Sous la responsabilité du Bureau national sortant, (J. Arthuis), une première contribution de 1 NF. est demandée à tous.

Il faut que ce premier versement soit effectué très vite et que les sections et fédérations suivent les directives qui leurs sont données par circulaire.

C.C.P. HONDEVILLE 15.536.77
47, rue Hoche, Montreuil-sous-Bois (Seine).

I. R. B.
60, rue René-Boulangier, PARIS-10^e

ENVOIS D'ESSAI GRATUITS

Liste de noms et d'adresses de personnes à qui vous pourriez faire des envois d'essai gratuits de « TRIBUNE SOCIALISTE ».

1^o M (prénom)
Adresse
.....
2^o M (prénom)
Adresse
.....
3^o M (prénom)
Adresse
.....

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM
Prénom
Adresse
.....
déclare souscrire un abonnement de :
Soutien 30 NF
Un an 19 NF
6 mois 10 NF
3 mois 5 NF

54, Bd. Garibaldi - PARIS (15^e) C.C.P. 58-26-65

ENVOI GRATUIT de PROPAGANDE

Je désire faire connaître Tribune Socialiste autour de moi et vous demande en conséquence de me faire parvenir exemplaires pendant quatre semaines (maximum 5 ex.)

à l'adresse suivante :

M (prénom)
.....
.....
.....

POUR LE RENVERSEMENT POUR LE FRONT



(Keystone)

Le texte ci-dessous, qui a été présenté au Congrès, après les débats en commission, par Gilles Martinet, a recueilli 666 mandats sur 793, soit 84 %. Il constitue donc la résolution adoptée par le premier Congrès National du P.S.U.

POINT I

Le régime gaulliste

Le régime gaulliste a été instauré à l'occasion de la crise provoquée par la prolongation de la guerre d'Algérie. Mais il n'est pas un phénomène accidentel né de cet événement seul. Il a pu s'imposer parce que le système parlementaire — tel qu'il fonctionnait — s'est révélé incapable de faire face aux problèmes posés aux classes dirigeantes françaises par la transformation des anciennes structures économiques et sociales, par l'affaiblissement de la position française face aux autres puissances capitalistes et par la dislocation de l'ancien empire colonial.

Cette impuissance du système parlementaire n'affecte pas seulement la France, mais, à un degré ou à un autre, tous les pays capitalistes développés. Elle s'explique par l'évolution de la société actuelle qui est caractérisée par une concentration croissante des entreprises privées et publiques, par la multiplication des cartels et des groupes d'intérêts, mais comporte simultanément le développement d'une couche importante d'entreprises moyennes non monopolistes de type moderne qui sont amenées à entrer en conflit avec les secteurs très concentrés.

Dans ce contexte les institutions parlementaires ne traduisaient plus que très mal les rapports de force réels et ne parvenaient plus à canaliser efficacement l'affrontement des groupes de pression, ni surtout à arbitrer le conflit entre les secteurs techniquement évolués et les secteurs retardataires.

Ainsi la chute de la IV^e République a été le résultat non seulement de la crise née de la guerre d'Algérie, mais aussi de l'incapacité du régime à surmonter les contradictions des diverses forces du capitalisme. Cela signifie que l'existence du régime gaulliste n'est pas liée seulement à la guerre d'Algérie ou à la personne du général De Gaulle. Malgré les conflits qui peuvent les opposer périodiquement, les diverses fractions du capitalisme et les forces politiques qui, telles l'armée et l'administration, sont les composantes du régime, seront en effet amenées pour s'opposer à l'intrusion des travailleurs dans le règlement des affaires politiques et économiques, à maintenir l'essentiel des formes autoritaires du régime, que celui-ci soit contraint de donner une solution à la guerre d'Algérie ou non.

Dans ces conditions, le mouvement socialiste doit opposer au régime gaulliste une stratégie d'ensemble qui vise à son renversement en même temps que

l'instauration d'un pouvoir socialiste constituant un nouveau type d'Etat.

(Adopté à la majorité, contre : 1; Abstentions : 3)

POINT II

Pour un programme de transition

L'INSTAURATION de cette république socialiste n'entraînera pas immédiatement une socialisation complète des moyens de production et d'échange. Une période de transition sera nécessaire. Mais cette transition serait impossible à réaliser si un seuil économique et politique n'était pas franchi. Si n'étaient pas assurés :

a) la nationalisation et la gestion démocratique des pôles de domination économique (banques d'affaires et crédit, sidérurgie, monopole pétro-chimique, transports, énergie nucléaire, commerce extérieur, etc...);

b) la démocratisation de toutes les nationalisations — ce qui exige l'instauration du contrôle des travailleurs sur la production préparatoire à la gestion directe des entreprises dans le cadre du plan;

c) la planification de l'économie en vue de satisfaire en priorité les besoins des masses populaires et l'établissement de mécanismes pour l'élaboration et le contrôle démocratique des plans;

d) la transformation du système de la distribution;

e) les réformes de structures radicales dans l'agriculture;

f) la dissolution des corps militaires spéciaux (légion étrangère, parachutistes, C.R.S.) et la mise hors d'état de nuire de la caste militaire;

g) un statut de la presse et de la radio garantissant leur indépendance à l'égard des puissances financières et de l'Etat.

Cependant, la réalisation de ces conditions elles-mêmes ne suffirait pas à assurer l'évolution irréversible vers la démocratie socialiste. Un tel ensemble de mesures, réalisées par voie de réformes législatives à la faveur d'une majorité parlementaire risquerait en effet de se traduire par un renforcement du pouvoir de l'Etat et de la bureaucratie, s'il n'était pas accompagné d'une large décentralisation permettant aux syndicats, aux conseils d'entreprises, aux communes et aux assemblées régionales de participer à l'élaboration des plans et d'exercer un contrôle démocratique permanent des programmes aussi bien économiques et sociaux que directement politiques. Ces transformations impliquent la mise en place de nouvelles structures d'Etat.

De la capacité des syndicats, des conseils d'entreprises et des communes à jouer réellement ce rôle dépendront les chances d'instaurer dans notre pays une véritable démocratie économique et sociale.

La tâche fondamentale de notre parti est donc de préparer dès maintenant l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes à ces responsabilités. Il

lui appartient de les persuader que, pour éviter des échecs semblables à ceux du Front Populaire et de la Libération, il importe de constamment poursuivre la réalisation de ces objectifs sans jamais admettre de recul. Sinon, les réformes économiques et sociales déjà réalisées seraient finalement illusoire ou sans lendemain, permettant en fait un retour rapide de la réaction capitaliste.

La lutte pour atteindre ces objectifs commence dès maintenant. Elle impose les revendications nécessaires à l'affaiblissement des forces capitalistes et à la création des conditions favorables à la conquête et à la transformation socialistes de la société.

Dans cet esprit, le P.S.U. lutte pour que soient augmentés les pouvoirs des syndicats en matière contractuelle, en ce qui concerne l'organisation du travail et l'organisation de la production. Les mesures étendant le contrôle des travailleurs sur la production préparent dès maintenant à la gestion démocratique des entreprises et à une réforme fondamentale de leur structure hiérarchisée et autoritaire. Il faut lutter pour conquérir dans les entreprises :

1) le contrôle par le Comité d'entreprise de la gestion économique et de l'emploi;

2) la prise en charge intégrale par le Comité d'entreprise, en plus des œuvres sociales, des services d'hygiène, de la sécurité et de la formation professionnelle;

3) un statut assurant aux travailleurs élus aux Comités d'entreprise, aux Conseils économiques régionaux et aux Conseils de branches industrielles, la protection et les possibilités concrètes de formation et d'études à la mesure des responsabilités assumées.

Le P.S.U. affirme qu'il faut mener la lutte pour la satisfaction des masses populaires, pour une élaboration du plan avec la participation et sous le contrôle des organismes populaires (communes, organismes sociaux, comités d'entreprises, syndicats...).

(Adopté à l'unanimité.)

POINT III

Le Front Socialiste

C'EST dans la perspective du socialisme, qui suppose la mobilisation de toutes les forces populaires susceptibles de concourir à la transformation de la société française : ouvriers, employés et fonctionnaires, enseignants, travailleurs indépendants, cadres techniques et administratifs, petits exploitants et ouvriers agricoles, jeunesse et étudiants, que le P.S.U. propose la création d'un **FRONT SOCIALISTE**, unissant toutes ces forces, et entend déterminer ses alliances.

Par là même, le **FRONT SOCIALISTE** doit se concevoir comme l'alliance à tous les échelons, sans exclusive et sur une base d'égalité de toutes les organisations politiques, syndicales, ouvrières, paysannes, universitaires, sociales et de jeunesse, qui expriment les intérêts, les aspirations de ces couches travailleuses. Il attache, de ce point de vue, la plus grande importance à la prise de conscience actuelle par toutes ces organisations, de leur responsabilité politique. Leur intervention sur le plan politique est légitimée par la nature de la situation actuelle du capitalisme et en particulier par la crise de la décolonisation, par l'urgence de la solution à trouver et par la nécessité de rassembler la totalité des forces populaires disponibles.

Toute l'orientation du P.S.U. tend à réaliser un tel rassemblement. C'est en développant de telles actions à tous les niveaux, aussi bien dans les communes et les entreprises que dans toutes les assemblées élues qu'on aboutira à une étroite coordination entre les diverses formes de lutte politique et économique. Les participants au **FRONT SOCIALISTE** parviendront, par leurs luttes communes, à empêcher le détournement de leur action par les vieux appareils politiques, par le gaullisme à prétention sociale, et le molletisme; et à prévenir son sabotage par les technocrates liés au capitalisme.

Au cours de la période de transition vers le socialisme, le rôle décisif reviendra aux organismes de base (constitués par la coalition à tous les niveaux, tant national que départementaux, locaux ou d'entreprises, des formes démocratiques et socialistes) en fait au **FRONT SOCIALISTE** lui-même.

Ainsi, dans la lutte même contre le régime s'élaborera et s'affirmera devant l'opinion la formule neuve de remplacement du régime : **LE FRONT SOCIALISTE**.

(Adopté à l'unanimité.)

POINT IV

L'unité d'action

C'EST autant que possible en accord avec les organisations syndicales ouvrières et paysannes que le P.S.U. proposera, comme il l'a déjà fait dans le passé, au parti communiste et à la S.F.I.O.,

T DU RÉGIME GAULLISTE

NT SOCIALISTE

des actions communes en vue d'objectifs déterminés. Le P.S.U. estime que ces actions communes peuvent aboutir un jour à la conclusion d'une véritable alliance. Il faut pour cela engager la discussion, non seulement sur les points où l'accord est facile à réaliser, mais aussi sur tous ceux où subsistent de graves divergences. Car le programme du futur **FRONT SOCIALISTE** (qui doit être débattu par les organisations sociales et syndicales comme par les partis) ne saurait être un simple catalogue de revendications. Il doit poser clairement tous les problèmes essentiels à commencer par les problèmes du contenu et de la forme de la démocratie dans la future République Socialiste Française.

Dans les prochains mois, nos propositions d'action commune devront s'inspirer des principes suivants :

1° — **Sur le plan économique et social** : lutte en commun pour le soutien des revendications économiques et sociales des travailleurs telles qu'elles sont exprimées dans le programme des campagnes d'action du parti.

2° — **Sur le plan politique** : lutte ouverte contre le gaullisme et la personnalisation du pouvoir.

3° — **En matière scolaire** : restauration de la laïcité de l'Etat et de l'école, réforme démocratique de l'enseignement.

4° — **Sur le plan de l'Algérie** : établissement par des négociations immédiates avec le G.P.R.A., d'un accord franco-algérien dans le cadre de la reconnaissance de l'indépendance algérienne.

5° — **Sur le plan international** : politique de détente entre les deux blocs, pour le désarmement et le désengagement.

(Adopté à l'unanimité).

POINT V

Le développement du Parti

L développement et le renforcement du parti est l'une des conditions essentielles de la création de ce Front Socialiste, celle qui peut entraîner les prises de conscience, les évolutions et l'établissement de rapports nouveaux au sein de la gauche française.

Il doit être largement ouvert pour tous ceux qui entendent lutter pour le socialisme, conformément à sa charte et dans le cadre de sa discipline.

Son recrutement et sa vie intérieure ne connaissent pas de discrimination en fonction des convictions philosophiques et religieuses.

Le développement du Parti doit tenir compte des modifications importantes intervenues dans l'économie et la société française dans une période récente. Le parti doit regrouper tout le monde du travail au sens le plus large du terme et faciliter la prise de conscience et l'action des groupes sociaux que leur condition économique et technique oriente vers le socialisme. Cadres, techniciens, intellectuels, paysans progressistes, étudiants peuvent et doivent à tous les degrés participer à la construction et aux luttes du parti, au même titre que les travailleurs manuels, et en particulier les jeunes travailleurs qui continuent à être la base nécessaire d'un Parti Socialiste.

Si nous ne savions pas organiser et atteindre les travailleurs, notre Parti ne saurait espérer d'avenir. Ses succès seraient sans lendemain, aussi éphémères que la conjoncture politique qui les aurait fait naître.

Quelles que soient les difficultés actuelles et les modifications de la composition interne de la classe ouvrière, la perspective socialiste reste inséparable du développement de l'action de classe des travailleurs.

Pour transformer la société, le P.S.U. doit avant toute chose, être le Parti de la classe des travailleurs agissant dans cette classe, s'y développant et s'y affirmant comme direction valable.

Le Parti doit tendre à surmonter les différenciations qui s'accroissent entre les travailleurs engagés dans les entreprises et secteurs de haute technicité ou de concentration élevée et les travailleurs qui restent liés aux entreprises retardataires ou satellisées, notamment en luttant pour la création et le développement d'organismes susceptibles de donner à ces derniers des moyens d'intervention et de contrôle identiques à ceux qui existent, au moins à l'état potentiel dans certaines entreprises modernes et concentrées; tels que notamment des Comités inter entreprises chaque fois que de tels Comités sont géographiquement et économiquement possibles. Cela nécessite du Parti, une large ouverture dans les masses laborieuses, une volonté constante de répondre à leurs intérêts de classe, tant immédiats qu'à moyen et à long terme, un souci constant de recrutement ouvrier et de promotion à tous les échelons du Parti de cadres ouvriers. Cela nécessite l'adoption d'une stratégie de classe et la définition d'un programme de classe. D'où nécessité d'une orientation délibérée, d'enracinement dans les entreprises de constitution de nombreux groupes ou sections du Parti dans les entreprises.

Là où des problèmes particuliers se posent aux travailleurs du fait de la crise de certaines entreprises ou régions, le Parti proposera des solutions économiques orientées vers le socialisme.

Le Parti doit également porter toute son attention aux problèmes des industries de structure nouvelle, telles que l'électronique, le pétrole, l'énergie atomique.

(Adopté à l'unanimité).

POINT VI

L'organisation du Parti (1)

LES sections et fédérations constituent l'armature de l'implantation du Parti et ses organes de décision et de contrôle.

Ces structures ne doivent pas être envisagées de façon restrictive.

1. La section, organisme d'implantation locale ou d'entreprise, devra de plus en plus se composer non seulement d'adhérents individuels, mais de groupes spécialisés qu'elle aura constitués (groupes d'entreprises, groupes de quartiers, groupes de jeunes, etc...) et dont la multiplication reste une de nos tâches essentielles.

2. A l'échelon départemental, les structures fédérales, seront adaptées pour assurer la liaison et la coordination, non seulement des sections, mais aussi des groupes spécialisés, des commissions d'action, et pour associer à la vie fédérale les militants du Parti engagés dans les organisations syndicales, sociales, techniques, de jeunesse, etc...

3. Des ententes régionales mettront plusieurs fédérations départementales à même de s'entraider (notamment en ce qui concerne l'éducation) et à discuter des problèmes communs à une zone homogène (vallée industrielle de la Seine, Languedoc viticole, sidérurgie lorraine, etc...).

4. A l'échelon national, le Bureau national et les commissions d'action doivent aider les fédérations à réaliser les objectifs précités. Ils doivent assurer la liaison et la coordination de l'action et de la recherche dans différents secteurs d'activité où les militants du Parti sont engagés. Les commissions d'action doivent être sous le contrôle politique du Bureau qui les dotera des moyens matériels nécessaires à ce travail.

5. A tous les échelons, les discussions d'ordre politique, économique et social doivent déborder le cadre du Parti (sections, fédérations, congrès) et s'instaurer largement à l'extérieur grâce à des rencontres ouvertes à tous (débats publics, commissions de travail, colloques, etc...).

6. Dans le domaine de l'action du Parti en direction des couches populaires, le Comité Politique est mandaté pour donner une priorité à l'étude des secteurs industriel, agricole et maritime en évolution, afin de fournir au Parti les bases objectives d'une action éclairée dans ces secteurs déterminants pour le développement de l'action socialiste.

7. La commission nationale d'entreprises doit être, plus qu'un groupe d'étude, d'animation du travail d'implantation du Parti dans les usines, les ateliers, les chantiers, les branches professionnelles. Elle devra, en liaison et avec l'accord des fédérations concernées, susciter des réunions, des journées d'étude par entreprises, par branches industrielles, par régions d'activité économique. L'édition d'un matériel dans ce secteur, une page de Tribune Socialiste, devront être le reflet des luttes des travailleurs et des expériences vécues par nos groupes et sections d'entreprises ou branches professionnelles.

8. Une journée nationale d'étude rurale devra être organisée au cours de 1961.

9. La promotion des militants ouvriers et paysans est l'une des tâches les plus urgentes de notre organisation. Il est souhaitable que des camarades, membres du Parti, ayant des responsabilités syndicales, soient associés aussi étroitement que possible, aux travaux des directions fédérales.

10. Le Parti doit assurer à ses responsables élus les moyens nécessaires à l'exécution des missions qui leur ont été confiées. Un statut des permanents politiques éventuels devra être étudié et soumis aux sections du Parti.

(1) ANNEXE AU POINT VI : TRIBUNE SOCIALISTE

Le Congrès, après avoir pris connaissance du rapport sur Tribune Socialiste,

— approuve les conclusions qui fixent de nouveaux objectifs. Pour pouvoir augmenter le nombre de pages, pour accroître sa diffusion et assurer son équilibre financier, le Congrès charge :

a) la rédaction : d'améliorer la formule ;
b) l'administration : d'organiser, avant la fin de l'année, la 2^e Conférence nationale - Presse ;

c) Les fédérations et les sections : — de s'occuper activement des réabonnements, — de trouver un nouvel abonné pour 6 adhérents, — de vendre au numéro 1 exemplaire supplémentaire par 6 adhérents.

(Adopté à l'unanimité).

POINT VII

Campagnes d'action du Parti

LE Parti doit non seulement participer aux luttes sociales qui se développent dans le pays, mais encore chercher à orienter ses luttes en prenant l'initiative de campagnes nationales comparables à celles qu'il a déjà menées et continuera à mener pour la Paix en Algérie.

Particulièrement importantes sont les campagnes qui devront être lancées :

a) pour l'amélioration et l'extension des systèmes de salaires, de pensions et de retraites garantis de



(Associated Press)

manière à tenir compte du coût réel de la vie; pour la suppression des zones de salaires; pour le contrôle des organisations ouvrières sur l'emploi et sur la gestion de l'entreprise; pour la communication obligatoire des éléments comptables de l'entreprise aux représentants des travailleurs; pour la hausse des salaires.

b) pour la réduction effective de la durée de la semaine de travail sans diminution de salaire — avec application immédiate de la semaine de 40 heures; pour l'extension de la durée légale des congés payés;

c) pour le raccourcissement des circuits de distribution et l'extension du contrôle des producteurs et consommateurs sur ces circuits, en vue de créer des circuits courts coopératifs;

d) pour la dénonciation des spéculations immobilières; pour la municipalisation du sol destiné à la construction; contre l'insuffisance de la construction dans le secteur social par l'augmentation des crédits pour 200.000 H.L.M. locatives par an; pour l'aménagement des équipements sociaux, culturels et ménagers des ensembles d'habitations; contre l'augmentation abusive des loyers et pour la réforme de l'allocation-logement; contre les scandales de la construction du secteur privé par la création d'un service national de l'habitat;

e) pour la gestion autonome (par des représentants démocratiquement élus) des organismes à caractère mutualiste (Sécurité Sociale, Caisse d'Allocations Familiales, Caisses de Retraites) contre lesquelles se développent des mesures d'étatisation;

f) pour la défense de l'indépendance sociale et des droits de la femme par notamment :

— 1°) le plein accès de la femme à toutes les professions; une formation professionnelle des jeunes filles réellement adaptée au marché du travail susceptible de leur assurer des possibilités équivalentes de travail à celles des jeunes gens; la création de centres de formation et de rééducation professionnelles accélérées pour les femmes demeurées seules et sans ressources;

— 2°) pour une législation abrogeant les articles 648 et 649 du code de la Santé Publique qui interdisent les procédés propres à prévenir la grossesse — et instituant des centres où les couples recevront des conseils, prendront conscience de leurs responsabilités et pourront, grâce à la maternité volontaire, assurer un meilleur équilibre de leur foyer.

(Adopté à la majorité).

Contre : 3.

Point f : Contre : 6.

POINT VIII

Le Syndicalisme

Le Parti doit dans ces conditions avoir une conception claire de ses rapports avec les syndicats et de leur rôle.

Le P.S.U. estime que le syndicalisme ne peut assurer son rôle revendicatif et son rôle de contrôle que s'il détermine librement ses orientations indépendamment de l'Etat, des églises et des partis, et ne constitue pas pour eux une simple courroie de transmission.

Le P.S.U. constate que le pluralisme syndical affaiblit considérablement les efforts du syndicalisme. Il estime qu'il est de l'intérêt de l'ensemble des travailleurs qu'il existe en France une centrale syndicale unique, regroupant toutes les catégories de salariés, qui faciliterait les actions d'ensemble de la classe des travailleurs.

Les travailleurs ayant des intérêts communs, la pluralité idéologique et politique existant de fait parmi eux, ne justifie pas la division syndicale et ne devrait pas constituer un obstacle à l'unité organique.

Cette dernière ne peut se réaliser que sous la condition d'une indépendance d'action et d'une démocratie interne. Celle-ci exige un effort constant de formation, une réelle démocratie à la base reposant sur des méthodes de discussion facilitant l'expression du plus grand nombre et le respect des minorités, des élections à bulletins secrets et le maximum de décentralisation.

Elle exige aussi la possibilité d'une libre expression des points de vue et de représentation démocratique aux différents échelons des courants dégagés lors des congrès.

Les militants du P.S.U. à quelques organisations syndicales qu'ils appartiennent se doivent de rechercher les moyens d'aboutir à cette unité.

L'unité syndicale des travailleurs doit s'opérer en vue de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et son remplacement par une société où les producteurs contrôleront la production, où la démocratie économique sera l'assise de la démocratie politique.

Le P.S.U. estime que le regroupement syndical devrait établir des rapports permanents, d'une part avec le syndicalisme étudiant, et d'autre part avec les organisations paysannes.

Tant que les conditions permettant la réalisation de l'unité syndicale ne seront pas réalisées, l'action commune de toutes les organisations syndicales est un impératif de défense efficace des revendications des travailleurs.

Le Parti soutiendra les mots d'ordre revendicatifs visant à la généralisation des luttes réunissant les masses les plus larges.

(Adopté à l'unanimité).

Pour le renversement du régime POUR LE

POINT IX

Les Jeunes

La jeunesse constitue, dans la société actuelle un ensemble de catégories pour qui les problèmes sociaux et économiques se posent avec une acuité particulièrement grave. En fait, en 1945, l'Etat bourgeois, en favorisant une politique nataliste a proposé un véritable contrat au pays.

Aujourd'hui, il se trouve en face des échéances de ce contrat : or il n'a rien prévu dans les domaines du logement et de la scolarisation. La crise actuelle de la jeunesse, c'est en fait, la crise des structures mêmes de notre société.

La guerre d'Algérie est venue aggraver cette crise. Depuis sa création, le P.S.U. a réussi à influencer et organiser une importante fraction de la jeunesse, celle qui s'oppose de plus en plus radicalement à la continuation de la guerre d'Algérie. Les E.S.U. et les J.S.U. ont manifesté à maintes reprises dans les rues, à Paris et en province, le refus de cette guerre injuste et inutile.

Car le P.S.U., contrairement à l'opportunisme de la gauche traditionnelle, n'a pas craint de mobiliser le courage de la jeunesse; il soutient les actions qui, dans l'armée et hors de l'armée, traduisent le refus qu'oppose la jeunesse à la guerre d'Algérie. Il lutte dans l'immédiat pour la réduction de la durée du service militaire et pour l'établissement d'un service civil lié à la création d'un statut de l'objection de conscience.

Le P.S.U. doit tout mettre en œuvre, pour que continuent à se nouer des contacts fraternels entre la jeunesse française et les mouvements de jeunes d'Algérie et des autres pays africains.

Dans l'hypothèse d'un succès des négociations, il faut que tous les jeunes qui ont lutté pour la paix et l'indépendance de l'Algérie puissent continuer à se battre contre le régime gaulliste et pour la construction d'une démocratie socialiste au sein du P.S.U.

Mais, c'est aussi en fonction d'un programme à long terme que des couches plus larges de la jeunesse, ouvriers, employés, agriculteurs, étudiants, participeront aux actions du P.S.U., que les Cercles J.S.U. prendront leur essor et que l'implantation en milieu étudiant se développera (actuellement, cette implantation passe par la multiplication des groupes et des sections étudiantes qui permet la participation la plus complète à la vie du parti).

Le P.S.U. constate que l'enseignement est aujourd'hui inadapté à son rôle de formation des jeunes; l'Université n'assure la formation que de certaines professions (libérales par exemple) elle laisse trop souvent le soin au patronat de s'occuper de la formation professionnelle. Ainsi le jeune se trouve, soit mal préparé à son insertion dans son milieu professionnel, soit sous la dépendance de la classe sociale qui a contribué à le former.

Le P.S.U. souhaite non seulement une démocratisation de l'enseignement qui assure à l'étudiant, considéré comme un jeune travailleur « productif », un pré salaire effectif, mais aussi une refonte du système d'enseignement qui permette une véritable formation civique et économique en même temps que professionnelle. Il souhaite la formation d'un grand ministère de l'Education nationale englobant, outre les services traditionnels, les enseignements actuellement dépendant d'autres directions ministérielles (agriculture, travail, commerce...) et la participation de l'étudiant à la direction effective de l'Université.

Le P.S.U. affirme le droit pour tous à l'éducation permanente.

Le P.S.U. affirme, pour les jeunes des villes et des campagnes, le droit au travail et à la garantie de l'emploi, notamment pour les jeunes soldats qui seront libérés du service militaire par la fin de la guerre d'Algérie.

Il affirme le droit au logement des jeunes travailleurs célibataires et mariés, dans le cadre d'un service national du logement.

Il considère que les jeunes doivent prendre des responsabilités directes dans les entreprises, notamment pour une répartition équitable du travail et le droit aux loisirs éducatifs par la réduction des horaires.

Le P.S.U. refuse toute étatisation des mouvements de jeunesse, les regroupements étant définis par les jeunes eux-mêmes.

Dans le domaine de l'éducation permanente, le P.S.U. lutte pour :

— un statut de l'animateur de l'éducation permanente,

— la multiplication de véritables centres socio-culturels, ouverts à tous, pris en charge par les municipalités et sous la responsabilité des organisations spécialisées,

— la possibilité aux jeunes ménages de participer à des activités socio-culturelles.

Dans le domaine sportif, le P.S.U. dénonce le manque d'instructeurs qualifiés et le battage publicitaire (stade de 100.000 places par exemple) qui voudraient masquer la pauvreté de l'équipement. Il propose la

création d'un Service National des Sports, tant pour les jeunes que pour les adultes, qui permettra le développement de la pratique de masse et assurera la mise en place des moyens permettant à chacun de se livrer aux sports de son choix.

Le P.S.U. soutient les mouvements d'éducation populaire et sportifs et encourage ses militants à prendre des responsabilités en leur sein.

(Adopté à la majorité)

Contre : 2).

POINT X

Algérie

La lutte contre la guerre d'Algérie est entrée dans une phase décisive. Le Parti doit faire tous ses efforts pour que la négociation qui va s'ouvrir aboutisse à une paix qui consacrerait l'indépendance de l'Algérie. C'est sur cette base que pourront s'établir des rapports nouveaux entre la République algérienne et la France.

La représentativité du G.P.R.A. est aujourd'hui reconnue par l'ensemble de l'opinion. Ce sont en effet la lutte armée du F.L.N., la victoire politique qu'il a remportée en décembre et en janvier en Algérie et la pression de l'opinion internationale et française qui ont conduit de Gaulle à abandonner l'espoir d'une victoire militaire, qui ont rendu impossible la création d'une « troisième force » et ont ouvert la voie à la négociation directe.

Dans cette perspective, le P.S.U. :

1° — Doit dénoncer les exigences susceptibles d'entraver les négociations et en particulier les intentions prêtées au gouvernement français en ce qui concerne le Sahara. Le P.S.U. considère que la souveraineté de l'Algérie indépendante sur les actuels départements sahariens ne saurait être contestée.

2° — Doit amplifier sa campagne pour la suppression des camps d'hébergement et pour la libération et l'amnistie de tous les Algériens et Français internés, emprisonnés, ou poursuivis pour leur lutte contre la guerre et pour l'indépendance de l'Algérie.

3° — Doit engager une campagne pour la mise en accusation des principaux responsables des crimes de la répression policière et militaire.

4° — Salue la déclaration commune des syndicats français et algériens et s'engage à développer à partir de cette déclaration un effort visant à mettre un terme à la ségrégation qui isole encore les travailleurs algériens et permettant d'amorcer une lutte commune pour des objectifs socialistes.

5° — Entend utiliser les travaux des colloques qui, comme ceux d'Aix et de Grenoble, apportent des éléments très positifs en ce qui concerne la solution des problèmes posés par la minorité européenne.

6° — En tout état de cause, le P.S.U. se félicitera de toute paix qui consacrerait l'indépendance de l'Algérie sans que cela puisse diminuer en rien son combat contre le régime.

Le Parti établit en effet une nette distinction entre les accords susceptibles d'intervenir entre le gouvernement français et le G.P.R.A. et les rapports que, d'une manière générale, il entend établir en tant qu'organisation socialiste, avec les mouvements d'émancipation des peuples colonisés. Sa politique s'oppose, radicalement, à celle du néo-colonialisme qui tend à maintenir, sous le couvert de l'indépendance, les anciens rapports de domination. Il cherchera à définir, avec les forces progressistes des pays décolonisés, un programme commun répondant à des principes socialistes.

Le Parti ne doit pas écarter l'hypothèse d'un échec des négociations et de la poursuite de la guerre. Il devra alors intensifier sa lutte pour aboutir à des actions de masse et à enlever au régime la possibilité de continuer la guerre.

(Adopté à l'unanimité).

POINT XI

Laïcité et réforme de l'Enseignement

FIDELE à sa charte le P.S.U. proclame son attachement au statut laïque de l'Ecole et de l'Etat, garant de la concorde entre les citoyens et de la liberté d'opinion.

Dans cet esprit le P.S.U. affirme que la laïcité est l'expression moderne de la liberté de conscience. Son contenu est positif :

— face au dogmatisme, la confiance en l'esprit critique,

— contre toutes les formes de racisme et d'avilissement de l'homme, le respect de la personne humaine,

MOTION D'ORIENTATION POUR

La motion ci-dessous a été présentée au Congrès, après les débats en commission, par Pierre BEREGOVY (Seine-et-Oise). Elle a obtenu 127 mandats sur 793, soit 16 %.

TEXTE MINORITAIRE

UN an après sa création, le Parti Socialiste Unifié constitue la seule tentative originale de renouvellement profond de la vie politique française. Désormais implanté dans toute la France, groupant en son sein des hommes de formations diverses que n'attire ni la facilité des compromissions, ni le goût de la démagogie, le P.S.U. veut consolider cette situation en attirant à lui toutes les forces jeunes — ouvrières, techniciennes, agricoles et universitaires — dont l'unité permettra la transformation décisive de la Société Française.

Pour atteindre cet objectif, le Parti doit, aujourd'hui :

— Présenter une analyse sérieuse de la situation politique et sociale française, compte tenu de la nature du régime gaulliste, de l'état présent des forces capitalistes et de la position de la France dans le monde.

— Définir clairement ses objectifs immédiats et dégager en liaison avec ses alliés, les grandes lignes du programme de transition dont chaque élément devra faire l'objet d'une étude complète et précise menée conjointement par les Commissions spécialisées du parti et les sections, en vue du Congrès National de 1962.

— Proposer aux militants une série d'actions susceptibles d'éveiller l'intérêt de l'opinion en répondant à certains de ses besoins immédiats, d'attirer à nous de nouveaux militants et d'élever par là même l'influence politique du parti.

— Envisager les modifications de structures qui doivent être réalisées dans l'organisation du parti lui-même pour permettre l'accès en son sein de groupes et d'hommes dont la présence lui paraît souhaitable.

I. - LE CONTEXTE POLITIQUE

Afin de dégager les objectifs du Parti, une brève analyse de la situation s'impose sur trois points essentiels :

a - Le régime gaulliste

Il est essentiel de considérer que le régime gaulliste n'est pas un phénomène accidentel lié à la seule crise algérienne. Certes, il a pour cause l'impuissance de la IV^e République à régler les problèmes de décolonisation ; il a capté la poussée nationaliste qu'elle a provoquée dans le pays. Mais sur un plan plus général, il a mis à profit la dépolitisation qui accompagne l'évolution des sociétés occidentales et les détourne des anciennes formes de la démocratie. Enfin et surtout, il apparaît comme l'expression du grand capitalisme qui l'utilise pour tenter de résoudre les problèmes nouveaux qui se posent à lui. La disparition de De Gaulle ne provoquera donc pas automatiquement la liquidation des mécanismes autoritaires du régime. Quelles que soient les circonstances de sa chute, la démocratie ne pourra pas être restaurée sous la forme de l'ancien régime parlementaire.

La volonté de construire la République socialiste proposée comme alternative au régime doit conduire les socialistes à une analyse précise des forces en présence en France.

b - Le capitalisme

L'évolution du monde moderne a contraint le capitalisme à s'adapter en partie à un nouveau contexte. L'effort qu'il a fait dans ce sens lui permet de surmonter certaines de ses contradictions internes, de tirer le meilleur profit des techniques nouvelles et des modifications que leur mise en œuvre provoque sur le plan économique et dans le domaine sociologique. Il sait utiliser à son bénéfice l'appareil de l'Etat et des nationalisations, alors que la classe ouvrière s'est diversifiée et qu'elle demeure politiquement et syndicalement divisée.

Une des missions essentielles du Parti doit donc être d'étudier les mécanismes actuels du capitalisme, en tenant compte de la nature internationale de son développement, afin de mieux apprécier la force de l'adversaire qu'il doit vaincre.

c - La situation internationale

La compétition économique entre les blocs, qui transforme progressivement et dépasse leur compétition idéologique, les problèmes que pose la décolonisation et l'accession des pays sous-développés doivent être pour le Parti l'objet d'une étude permanente, car ils modifient les conditions de la lutte pour le socialisme en France et dans le monde occidental.

d - Nécessité du socialisme

Ainsi, l'analyse sérieuse de la conjoncture politique se substituera aux affirmations de principe et nous conduira à présenter avec une conviction accrue, la nécessité d'un socialisme moderne.

A l'aide d'exemples concrets, le Parti démontrera que le capitalisme est incapable d'assurer :

- le plein emploi et une juste répartition du revenu national,
- le droit égal de tous à l'enseignement, aux loisirs, à la sécurité,
- la modernisation de la distribution et des structures agricoles,
- le besoin de solidarité envers les peuples sous-développés.

II. - OBJECTIFS IMMÉDIATS DU PARTI

La lutte pour la paix en Algérie, la restauration des libertés individuelles dans le domaine de la pensée et de l'information, la défense des libertés communales et des droits syndicaux doivent constamment viser à renforcer l'opposition au régime gaulliste.

Les objectifs fixés par le Parti à son premier congrès demeurent valables. Il suffit de préciser les points suivants :

a - Paix en Algérie

Pour assurer le succès de la négociation qui va s'ouvrir entre le Gouvernement français et le G.P.R.A., le P.S.U. renforcera l'action unie de tous ceux qu'avait rassemblés la lutte pour l'ouverture des négociations.

A cette fin, il fait sien la charte de l'autodétermination du Colloque de Grenoble, qui demande que la sincère autodétermination collective du peuple algérien soit garantie par :

- un statut conventionnel des forces combattantes et la sécurité totale des personnes,
- la mise en place d'organes mixtes de contrôle administratif et judiciaire,
- l'abrogation de la législation d'exception et la libération des prisonniers internés et personnes regroupées,
- l'exercice normal des libertés publiques et individuelles en Algérie,
- des garanties assurant la sécurité des personnes avant, pendant et après l'autodétermination, ainsi que le respect des droits culturels, linguistiques et religieux des diverses minorités.

b - Revendications économiques et sociales

Le Parti n'a pas à énumérer un catalogue de revendications. Il assure son soutien total aux revendications exprimées par les travailleurs des villes et des campagnes. Dans le respect des prérogatives des organisations syndicales et en accord avec elles, le Parti doit participer aux luttes sociales qui se développent dans le pays :

- pour l'amélioration et l'extension des systèmes de salaires garantis, pour le contrôle des organisations ouvrières sur l'emploi,
- pour la réduction effective de la durée de la semaine de travail,
- pour l'amélioration immédiate du sort des personnes âgées et infirmes,
- pour le raccourcissement des circuits de distribution et l'extension du contrôle des producteurs et des consommateurs sur ce circuit,
- pour la dénonciation des spéculations immobilières et pour la municipalisation du sol en vue de développer la construction de logements à loyers réellement modérés,
- pour le retour à l'autonomie de gestion de la Sécurité Sociale.

A partir des luttes revendicatives qui s'amplifient, se posera plus clairement la nécessité de réformes des structures et d'une solution de rechange au Gaullisme.

c - Laïcité et défense de l'école

La religion étant affaire privée, la laïcité de l'École de l'Etat est la garantie même de la liberté de pensée et de la paix religieuse. Le Parti demande donc :

- le retour de la séparation effective des Eglises et de l'Etat et ce, dans l'ensemble du territoire national,
- l'abrogation des lois Marie-Barangé-Debré et de toutes les lois anti-laïques,
- l'attribution et l'augmentation des fonds publics aux seuls établissements publics.

Il fera campagne pour la prolongation de la scolarité jusqu'à 18 ans, l'augmentation massive des moyens de l'enseignement public et de la recherche scientifique en locaux, en matériel, en maîtres et en chercheurs, la modernisation des techniques et méthodes d'enseignement, la mise en place d'une éducation populaire permanente s'adressant à l'ensemble de la jeunesse.

d - Jeunesse

Ces problèmes de la jeunesse sont à mettre au premier plan de nos préoccupations. En liaison avec les organisations de jeunes travailleurs et d'étudiants, le P.S.U. doit faire campagne pour :

- la réduction du service militaire à un an, l'adaptation du temps de service aux nécessités modernes : la formation humaine et civique du contingent, sa participation aux grands travaux d'intérêt national et international, un statut des objecteurs de conscience,
- l'extension des droits des jeunes travailleurs (formation professionnelle et congés culturels),
- un plan d'aménagement sportif,
- la constitution d'une infra-structure culturelle de base mise à la disposition de tous les jeunes organisés ou non (maisons des jeunes, auberges, etc.), l'aide aux associations assurant la formation culturelle et sportive de la jeunesse et la préparation des jeunes à leur devoir d'homme et de citoyen.

e - Paix internationale

Le P.S.U. lutte en priorité pour :

- l'arrêt des expériences nucléaires au Sahara et dans le monde,
- la détente internationale et le désarmement contrôlé,
- la création d'un Front Socialiste européen réunissant, face aux forces capitalistes, les organisations ouvrières, paysannes, les mouvements de jeunes et les formations politiques de gauche.

III. - PROGRAMME DE TRANSITION

Au-delà de la lutte pour ces objectifs immédiats, le P.S.U. doit proposer une véritable solution de rechange au Gaullisme. La chute du régime n'entraînera pas nécessairement l'instauration du Socialisme. Une période de transition est prévisible. Elle nous impose de définir en termes réalistes les exigences de notre action à court terme pour l'aborder avec succès. Ce qui implique un programme précis, l'alliance de la gauche dans le cadre d'un Front socialiste, un parti ouvert et responsable.

Le programme doit comporter des réformes fondamentales qui ne permettent aucun retour en arrière et assurent l'évolution vers le socialisme par :

- la mise en place de nouvelles structures institutionnelles assurant la moralisation de la vie publique, le respect de la souveraineté populaire et des droits individuels, l'extension de la démocratie dans la vie régionale et locale et permettant à l'Exécutif de s'opposer à toutes les résistances des intérêts privés ;
 - Le développement des forces productives et une répartition du revenu national qui confirme la fonction sociale de la production ;
 - La participation des travailleurs aux responsabilités et décisions essentielles de la vie économique du pays.
- Dans cette perspective, la mise au point détaillée du programme de transition doit être la tâche essentielle du Parti pour l'année à venir. En voici les points principaux :
- Planification démocratique de l'économie et nationalisation des positions dominantes de l'économie, contrôle du crédit et des investissements ;
 - démocratisation des nationalisations existantes et accession des travailleurs au contrôle effectif de l'entreprise.
 - mise en valeur des régions insuffisamment développées en France ; réforme profonde des structures agricoles par la multiplication de toutes les formes de coopération en vue de favoriser tant la modernisation technique de l'agriculture que la réorganisation de la distribution, comme le demandent les organisations de jeunes agriculteurs.
 - Démocratisation de l'enseignement, création du Service National de l'Habitat,
 - réforme démocratique de la fiscalité,
 - réforme de l'Armée, qui devra être strictement soumise au pouvoir civil.

Ces réformes ne seront réalisables que si elles sont comprises et voulues par le Peuple. C'est pourquoi l'éducation civique et l'information du Pays devront être les préoccupations constantes du Parti qui aura à former des cadres responsables et à exiger un statut démocratique de la presse et de la radio.

IV. - LE FRONT SOCIALISTE

Le succès des campagnes d'action implique que la Gauche ne demeure pas dans un état de division qui amène l'opinion à douter de son efficacité. De même, dans la période transitoire, c'est l'union de la Gauche qui demeure la condition essentielle de la conquête du pouvoir, que ce soit par le jeu normal d'institutions démocratiques ou par une action violente.

L'INTERVENTION DE M. BOUABID (MAROC) DE L'UNION NATIONALE DES FORCES POPULAIRES

Un message de

L'UNION GÉNÉRALE des TRAVAILLEURS ALGÉRIENS

Le Congrès du P.S.U. a accueilli avec émotion et applaudi unanimement la lecture d'un message de DJILANI, Secrétaire de l'Union Générale des Travailleurs Algériens, disant :

« Occasion ouverture votre Congrès, Travailleurs Algériens
« en lutte réalisation indépendance, vous saluent et souhaitent
« plein succès vos travaux dans intérêt amitié peuple Français
« et Algérien. »

Le P.S.U. s'engage à redoubler d'efforts pour assurer la paix, l'indépendance du peuple algérien, l'unité de nos deux peuples et la solidarité des travailleurs de France et d'Algérie.

(Motion adoptée à l'unanimité.)

MES chers camarades, je suis très ému de l'accueil que vous avez bien voulu me faire, mais en réalité vous le faites à travers moi à tous vos camarades du Maroc, ceux de l'Union Nationale des Forces Populaires. Vos camarades du Maroc m'ont fait l'honneur de me déléguer à ce premier congrès du P.S.U., car il est pour nous très important que le Mouvement socialiste, authentiquement socialiste, réussisse en France. En effet, plus que jamais, et surtout dans la phase qui va venir, celle que nous vivons aujourd'hui au Maroc ou en Tunisie, et celle qui sera demain en Algérie, nous avons besoin de votre solidarité avec les peuples anciennement colonisés, mais encore sous-développés, et qui ne peuvent pas sortir du sous-développement sans la compréhension et sans la solidarité des partis progressistes et en particulier du Parti Socialiste Unifié. Eh bien, chers camarades, lorsque nous avons décidé de venir à ce congrès, nous avions bien sûr l'intention de retrouver certains de nos anciens amis, ceux qui nous ont aidés pendant la période difficile, mais ceux aussi qui nous ont fait confiance. Nous pouvons leur dire aujourd'hui que nous tenons cette espèce d'engagement moral que nous avons pris — à savoir que nous ne combattons pas uniquement pour l'indépendance politique, pour l'indépendance formelle mais que nous combattons pour l'établissement d'un ordre social juste, d'un ordre qui sortira nos peuples du sous-développement et d'un ordre qui demain, à travers le monde, fera que les partis et les organisations des pays en voie de développement deviendront les soutiens des partis socialistes en pays capitalistes.

Bien entendu, mes chers camarades, si j'ai à vous parler du Maroc, de la phase dans laquelle il vit actuellement je pourrais vous résumer notre programme, notre pensée, notre orientation dans une seule phrase : notre seule préoccupation, ce n'est pas tellement d'organiser une indépendance politique formelle avec ses ambassades à l'extérieur, avec un certain faste. Nous sommes révoltés devant ce qui se passe chez nous, car l'essentiel, l'essentiel de notre programme et l'essentiel aussi de l'idéal qui nous a animés pendant la période de lutte, qui ne cesse de nous animer aujourd'hui, c'est de sortir nos peuples du sous-développement. C'est ça le programme essentiel. Mais comment les sortir du sous-développement ?

Deux voies s'offrent. Celle du néo-colonialisme, qui consiste à dire « vous êtes sous-développés, vous n'avez pas d'épargne, vous n'avez pas de bourgeoisie entreprenante, vous n'avez pas de capital. Nous, pays industrialisés, nous sommes arrivés à ce stade de développement après plusieurs décades, parfois quelques siècles. Et bien, soyez sages, ouvrez vos portes, adoptez le libéralisme économique intégral. Les capitaux viendront et spontanément votre développement se fera de façon progressive. » Voilà un langage et voilà le premier terme de l'option. La seconde voie c'est celle qui précisément part de ces données essentielles : le sous-développement, le bas niveau de vie, la misère, le chômage, et qui pose la question suivante : faut-il traverser toutes les phases qu'ont connues les pays industrialisés pour arriver au plein-emploi, au développement, au niveau de vie que vous connaissez en Europe, ou faut-il brûler les étapes, faire l'économie des décades et des siècles pour pouvoir arriver au niveau de vie compatible avec la dignité humaine et avec notre idéal. Eh bien, la seconde voie, c'est la voie socialiste. L'Union Nationale des Forces Populaires a fait son choix, et je peux

dire que ce choix n'a pas été fait uniquement par les intellectuels du Parti ; il a été fait surtout par la classe ouvrière, grâce à l'organisation solide de l'U.M.T., par la classe des petits paysans. Il faut que l'on sache dans les pays européens, que chez les peuples sous-développés, il y a au niveau de la conscience populaire des revendications véritablement révolutionnaires. Dès lors les états, les super-structures doivent s'adapter pour répondre à ces revendications ou alors, ces super-structures, ces états voleront en éclats,



(Herschtritt.)

Gilles MARTINET, M. BOUABID et André GARNIER.

car les peuples sous-développés aujourd'hui ne peuvent plus attendre des décades, ne peuvent plus attendre des siècles pour arriver au développement promis. Ils sont bien obligés de suivre la voie la plus rapide. L'exemple des pays socialistes à travers le monde et l'échec de l'expérience capitaliste, en particulier dans les pays latino-américains, — ce qui explique d'ailleurs la révolte de Castro et d'autres pays — sont édifiants ; la voie capitaliste est claire, elle a fait ses preuves, elle a fait ses expériences, et on le voit dans les pays de l'Amérique latine, c'est-à-dire ceux qui ont bénéficié le plus d'apports de capitaux extérieurs. Eh bien, le résultat, après plusieurs décades, a été de mettre dans le circuit économique moderne et de faire accéder à la culture une petite classe ; et le reste de la population, la presque totalité de la population est maintenue dans la misère. De l'autre côté, l'expérience socialiste a montré en quelques années, en quelques décades, en 20 ans, qu'on peut faire certainement des progrès qui n'ont absolument aucun rapport avec ceux atteints lorsqu'on suit la voie capitaliste.

Eh bien chers amis, chers camara-

ANCIEN MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

des, lorsque j'ai entendu, l'autre jour à l'ouverture du Congrès, certains orateurs dire : « Qu'allons-nous faire demain lorsque l'Algérie sera indépendante, lorsque le problème algérien sera réglé ? », nous, nous pensons, en Afrique du Nord, dans le Maghreb, que les Partis socialistes ont encore à faire énormément ; ils ont à faire sur le plan de leur opinion publique, sur le plan de l'action qu'ils peuvent engager et des pressions qu'ils peuvent faire sur leur gouvernement ; les pays européens, — qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest, — ont cette conclusion à tirer de l'expérience, à savoir : toutes les coopérations sont possibles avec nous, dans la mesure où les pays européens ne nous imposent pas leur système économique, qui est peut-être valable chez eux encore pour quelque temps, mais qui n'est pas valable chez nous parce qu'il ne répond pas à nos revendications essentielles. Il faut que les pays européens, les pays capitalistes sachent qu'ils peuvent et qu'ils doivent s'attendre demain à l'organisation des pays sous-développés et en particulier l'Afrique du Nord sur un schéma socialiste, et que cela n'exclut pas, bien

du, a des prolongements sur le plan international. Car tout de même, — qu'on le veuille ou non — l'intervention aujourd'hui des pays sous-développés, qui seront demain des pays à structure socialiste, est sur le plan international une intervention d'équilibre, une intervention d'action pour le maintien d'une coexistence pacifique, d'une coexistence même compétitive mais pacifique. En tout cas leur poids dans le domaine de l'action internationale et du maintien de la paix est un poids qui compte. Eh bien, dans la mesure où les pays européens sauront modeler grâce à l'action du Parti socialiste, à l'intérieur de ces pays-là, leurs rapports avec les pays sous-développés, nous sommes sûrs que ce sera non seulement travailler pour le socialisme mais ce sera également travailler pour le maintien et la restauration de la paix à travers le monde.

Chers camarades, j'ai voulu parler un peu de ce problème, cet aspect particulier de notre lutte, mais vous comprenez notre préoccupation ; et la phase que nous traversons à l'heure actuelle est une phase assez critique pour que soit mis en lumière exactement notre idéal et notre orientation. J'ai été très heureux d'avoir assisté à quelques séances de ce Congrès, elles ont été très instructives pour moi et pour mes camarades. Nous avons des problèmes qui se posent à l'Union Nationale des Forces Populaires du Maroc, et qui ressemblent à certains des problèmes qui se posent au cours de ce Congrès, et nous tirons de ces débats-là les meilleurs enseignements pour nous-mêmes. Plus que jamais soyez sûrs de la solidarité et de la confiance que mettent en vous les travailleurs du Maroc, les paysans marocains groupés autour de l'Union Marocaine du Travail et l'Union Nationale des Forces Populaires.

LE CHILI :

Péralta ESPINOZA

PARTI SOCIALISTE

Le Chili fait partie de cette liste douloureuse des pays sous-développés. Que puis-je vous apprendre sur les fléaux qui frappent notre pays ? Analphabétisme, sous-alimentation, crise du logement dans les campagnes comme dans les villes, dévalorisation du pouvoir d'achat des travailleurs, s'accroissant d'année en année, féodalité agraire toute puissante, exploitation de nos matières premières par le Capitalisme Américain, tels sont les traits caractéristiques de notre pays.

Nous avons un régime autoritaire et personnel, appuyé sur la collusion de la droite et des radicaux bourgeois. La seule chance des travailleurs chiliens, c'est donc le Front d'Action Populaire qui groupe socialistes et communistes. Mais nous, socialistes chiliens, nous avons également besoin d'une Internationale Socialiste, et en particulier nous avons besoin de vous, socialistes français pour jeter un pont entre la France et l'Amérique Latine afin qu'un jour nos enfants partent dans le monde puissent dire : « Nous les Socialistes, tout court et tout simplement ».

L'Italie : M. VITORELLI (P.S.I.)

« Une grande angoisse s'est achevée parmi nous quand nous avons vu se regrouper en France les socialistes fidèles à l'esprit de classe, démocratique et internationaliste. Votre chemin est encore long mais vous avez pris la voie juste. Votre tâche, qui est identique à la nôtre, est ardue. Votre parti est né dans une grave crise de votre pays, dans une grave crise du mouvement ouvrier interna-

tional. Beaucoup de partis ouvriers se sont rendus complices de l'un des deux blocs militaires. Nous avons refusé dès le premier jour de nous identifier à l'un de ces blocs et nous sommes heureux de constater que beaucoup de courants ouvriers nous rejoignent aujourd'hui. La lutte contre le néo-capitalisme et le colonialisme fournit une base valable pour une nouvelle lutte internationale ».